Co-funded by
the European Union

RECONECTING EDUCATION WITH HOMELESS

LA RÉALITÉ DES JEUNES ADULTES SANS-ABRI

ÉTUDE



redREE making projects
smallcodes
"IN-SITU" SOCIAL C-LM
LESVOS SOLIDARITY
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
greta
UNDACIÓN espacio Público

Coordinateur:
Redtree Making Projects Coop.V.

Écrit par :
Lourdes Lucía
Ignacio Muro
Irene Bassanezi Tosi

co-auteurs
Raquel Navarro Cerveró
Laura Gómez Estrada
Luis Gómez Estrada
Ramón Mendoza Marcos
Christina Fani
Pierre carrolaggi
Carlo Zoli

Ce document est issu du projet Erasmus+ « Reconnecter l'éducation aux personnes sans-abri ». Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur et la Commission ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.

Co-funded by the European Union

Toutes les images utilisées sont libres de droits.

Licence Creative Commons : Ce document est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons

CC BY NC SA

Indice

Introduction 3

1. La crise du logement en Europe 4

2. Causes de l'augmentation du nombre de sans-abri 16

3. Données par pays 21

4. Sans-abrisme et migration..... 29

5. Sans-abrisme, appauvrissement et déclassement social 35

6. Sans-abrisme et femmes 41

7. Types et insuffisance de l'aide 48

8. Invisibilité et criminalisation 60

Conclusions ..... 63 Bibliographie

..... 64

Introduction

Le sans-abrisme est l'un des plus les graves problèmes d'exclusion sociale dans les sociétés contemporaines sont loin d'être un phénomène marginal ou isolé. Leur aggravation dans de nombreux pays européens reflète des transformations économiques, sociales et politiques qui ont entravé l'accès aux droits fondamentaux, notamment au droit à un logement décent. La hausse des prix de l'immobilier, la précarité de l'emploi, les inégalités sociales et les carences des systèmes de protection sociale ont contribué à ce qu'un nombre croissant de personnes se retrouvent en situation de précarité du logement, voire sans abri.

> *Le droit à un logement décent est devenu l'enjeu central de l'exclusion sociale en Europe.*

Ce rapport analyse l'évolution du sans-abrisme en Europe selon une perspective multidimensionnelle. Il examine d'abord la crise du logement et son lien avec l'augmentation du nombre de personnes sans domicile fixe. Ensuite, il étudie les principales causes de ce phénomène et présente des données comparatives provenant de différents pays européens. Il aborde également le lien entre sans-abrisme et migration, pauvreté et exclusion sociale, en accordant une attention particulière à la situation spécifique des femmes. Enfin, il analyse les politiques et les programmes de soutien existants, ainsi que les processus d'invisibilité et de criminalisation qui affectent les personnes sans domicile fixe. L'objectif est d'offrir un panorama complet permettant de comprendre la complexité du phénomène et les défis qu'il pose aux sociétés européennes contemporaines.

1. La crise du logement en Europe

Le logement est devenu l'un des principaux facteurs d'inégalité sociale en Europe. Ce qui a commencé comme un problème d'accès pour les jeunes et les classes moyennes urbaines s'est transformé en une crise structurelle qui touche particulièrement les ménages à faibles revenus, au point d'alimenter la croissance du sans-abrisme, du surpeuplement et de diverses formes d'exclusion résidentielle.

Des études menées par la Commission européenne et le Parlement européen situent l'origine du problème en 2015, année où il s'est intensifié.

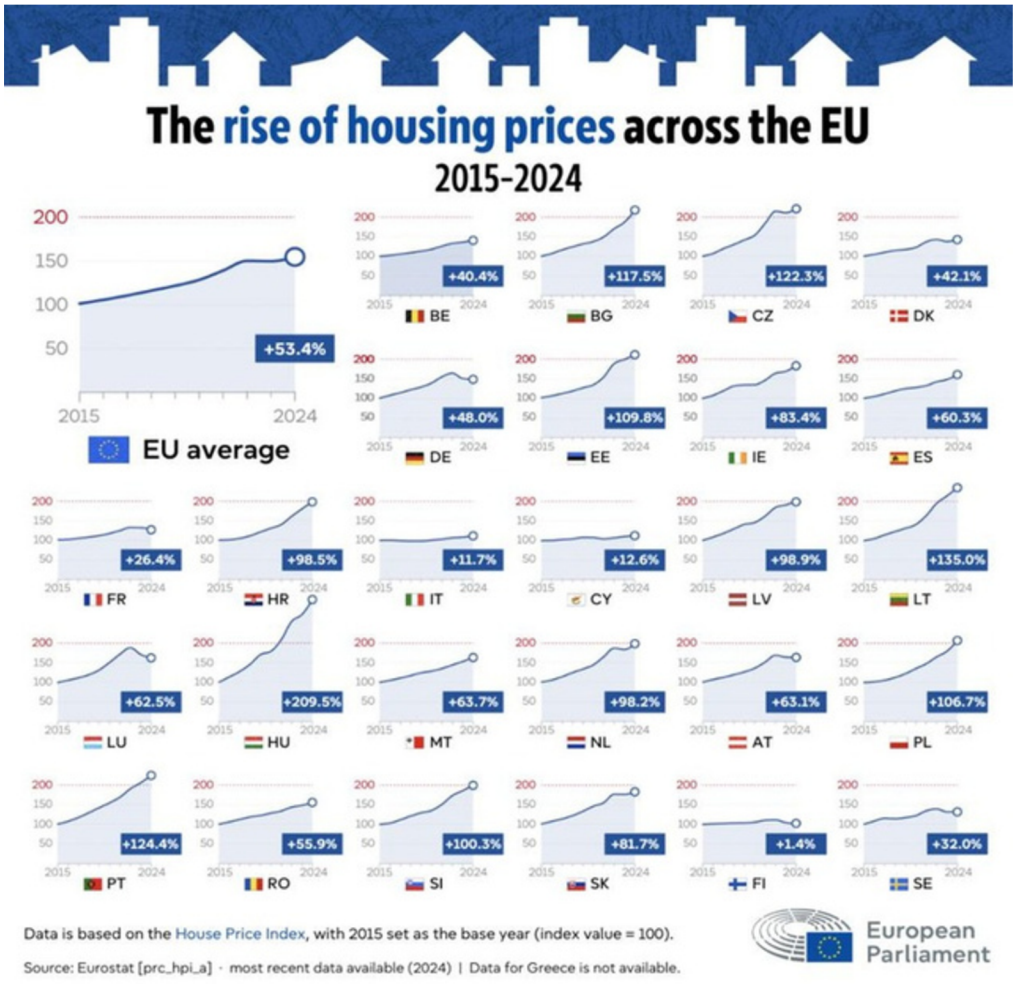


Tableau 1. Source : Parlement européen.

La comparaison des revenus des ménages avec les prix des loyers et des achats révèle une baisse générale des prix d'achat, mais moins marquée pour les loyers. Ces chiffres sont des moyennes et ne tiennent pas compte de l'intensité variable des pressions qui affectent les différents pays, de l'impact spécifique sur les grandes villes, ni des niveaux de souffrance divers rencontrés par les différentes couches sociales, notamment les salariés.

Comparación sintética 2015-2025

(Índice aproximado 2015=100)

País	Precio vivienda	Alquileres	Renta hogares	Resultado
UE	165	122	135	Deterioro moderado-fuerte
España	145-155	115-125	125-130	Deterioro fuerte
Alemania	170-180	120-130	130-140	Deterioro fuerte
Francia	120-130	110-120	125-135	Relativamente estable
Países Bajos	180-200	130-140	130-140	Deterioro muy fuerte

Tableau 2. Établi par l'auteur. Source : Eurostat. Prix des logements et revenus comparatifs au troisième trimestre 2025.

La croissance aux Pays-Bas se distingue parmi les pays du cœur de l'UE. Cette situation s'explique par une forte immigration, la pression exercée sur Amsterdam en tant que grande ville touristique et l'insuffisance de l'offre de logements neufs. D'autres pays du Nord, comme les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), et des pays d'Europe centrale comme la Hongrie, ont également connu une hausse soutenue des prix de location et d'achat au cours de cette décennie.

La France est relativement épargnée grâce à la solidité de son parc de logements sociaux et à une réglementation stricte du marché immobilier. Cependant, il s'agit de moyennes qui ne changent rien au fait que Paris, Marseille, Lyon et Bordeaux se distinguent par leurs problèmes aigus.

L'Europe du Sud (Grèce, Italie, Espagne et Portugal), qui, avec l'Irlande, a particulièrement souffert de la crise immobilière provoquée par la crise de 2008, a retardé hasta 2020 la escalada de precios, aunque desde entonces sufren una aceleración de las tensiones.

La hausse des prix s'est poursuivie jusqu'en 2020, mais les tensions se sont accélérées depuis.

Globalement, nous sommes confrontés à une situation paradoxale : bien que l'Europe demeure l'une des régions les plus riches du monde, de plus en plus de travailleurs européens ont des difficultés à accéder à un logement stable.
Les causes de cette crise sont diverses et doivent être analysées séparément. D'une part, on observe une perception croissante du logement comme un actif financier ; d'autre part, la résurgence des mégapoles et les déplacements internes de population qui engendrent une pénurie objective de logements. Des études soulignent également un retard important dans la construction de logements neufs, dû en partie à la paralysie causée par les crises de 2008 et de la Covid-19. Ce retard a également affecté la construction de logements sociaux, qui souffre depuis lors d'une pénurie relative croissante. Enfin, le marché immobilier a vu émerger de nouveaux modèles, principalement liés aux locations touristiques, qui raccourcissent les durées de location.
Analysons ces facteurs un par un.

1.1. Un changement structurel : de la valeur d'usage à l'actif financier

Si l'on compare l'acheteur type d'il y a 40 ans avec celui de 2026, on constate une différence notable. À l'époque, les logements étaient principalement achetés pour un usage personnel, et l'acheteur type était une famille avec enfants ou un jeune couple, généralement salarié. Les prix dépendaient alors essentiellement de variables très précises telles que la croissance démographique, le niveau d'emploi et les salaires, ainsi que l'épargne ou la capacité d'emprunt du ménage.

Cet acheteur existe toujours, mais il est en concurrence avec les investisseurs institutionnels internationaux (fonds d'investissement et de pension, compagnies d'assurance) ou les investisseurs nationaux qui considèrent l'immobilier comme une valeur refuge.

Ce second type d'investisseur privé, parfois sous-estimé ou confondu à tort avec les fonds d'investissement, est particulièrement pertinent. Dans de nombreuses villes européennes, des familles disposant d'un patrimoine important réparti dans divers secteurs, des retraités ayant accumulé des économies ou des investisseurs issus de la classe moyenne acquièrent des logements non pas pour y habiter, mais pour préserver leur patrimoine (sécurité financière à la retraite, protection contre l'inflation) ou compléter leurs revenus.

Une estimation de la financiarisation du logement réalisée par la Coopérative européenne du logement (Gabor D., Kohl S., 2022) conclut qu'il y a 40 ans, l'investissement institutionnel était quasi inexistant, tandis que l'investissement privé ne représentait que 10 à 20 %, les acquisitions par les propriétaires occupants représentant 80 à 90 % de l'ensemble des achats. Toutefois, d'ici 2025, le taux d'occupation par les propriétaires occupants devrait atteindre 55 à 70 %, tandis que les acquisitions à titre d'investissement progressent d'année en année. L'investissement privé représente désormais entre 20 et 35 % du total, et l'investissement institutionnel entre 5 et 15 %.

Il en résulte que la demande ne dépend plus uniquement des besoins en logement. Un segment croissant d'acheteurs est guidé par des critères d'investissement qui influencent les flux financiers internationaux et les évaluations de la situation financière mondiale, la politique monétaire des banques centrales ou les stratégies de gestion de patrimoine des fonds d'investissement et des fonds de pension.

Les chiffres varient considérablement selon les pays et les villes, mais la tendance générale est claire : les logements sont encore majoritairement achetés pour un usage personnel, mais une part croissante de la formation des prix provient d'acheteurs qui acquièrent le bien à titre d'investissement ou de protection de leur patrimoine. Ce phénomène est particulièrement visible en Espagne, au Portugal, en Irlande, en France, aux Pays-Bas et en Allemagne.

Cette transformation correspond précisément à ce que de nombreux économistes et sociologues appellent la financiarisation du logement.

Analysé par période, ce phénomène a débuté et s'est fortement amplifié à partir de 1995, alimenté par la libéralisation financière, la titrisation des créances hypothécaires et l'expansion du marché hypothécaire qui en a résulté. Cette expansion s'est brutalement interrompue avec la crise de 2008, période marquée par l'émergence de fonds opportunistes et la réglementation des sociétés de gestion d'actifs professionnelles, calquée sur la logique des REIT américaines (SIIC en Espagne). Entre 2013 et 2020, l'investissement institutionnel s'est accéléré et consolidé, parallèlement à l'investissement privé, jusqu'à l'acquisition de biens immobiliers de premier choix dans des quartiers prisés au cœur des mégapoles.

Bien que les statistiques européennes présentent encore des limites pour distinguer avec précision tous les achats destinés à un usage personnel des différents types d'investissement, les données accumulées depuis les années 1990 témoignent d'une transformation.

C’est très clair : le logement est progressivement passé du statut de bien de consommation durable acquis par les ménages à celui d’actif financier mondial.

Selon la BCE, le volume total des acquisitions résidentielles par les investisseurs institutionnels a plus que triplé depuis 2013. Ils concentrent leurs efforts dans les grandes villes : Madrid, Paris, Dublin, Berlin et Amsterdam figurent parmi les marchés les plus exposés. L’essentiel n’est pas que ces fonds constituent la majorité – ce n’est pas le cas – mais plutôt que leur capacité financière leur permet d’influencer les prix du marché bien plus que ne le laisserait supposer leur part numérique.

1.2. Pénurie d’approvisionnement

Les institutions de l’UE pointent du doigt la pénurie de logements comme l’un des principaux facteurs à l’origine de la crise du logement. Faute de logements neufs en nombre suffisant pour répondre à la demande, les prix ont tendance à augmenter.

La demande de logements est en hausse pour de multiples raisons. Au niveau national, la principale cause est la croissance démographique, notamment chez les personnes en âge de travailler. Le déclin de la natalité entraîne une augmentation directe de l’immigration, principalement due à la pression sur les loyers. L’Irlande, l’Espagne, les Pays-Bas, l’Allemagne et le Royaume-Uni font partie des pays connaissant une forte croissance démographique liée à l’immigration et une forte pression sur les prix du logement, même si aucune étude n’a été menée pour déterminer l’impact direct ou indirect de l’immigration.

Cependant, d’autres facteurs créent de la demande sans croissance démographique. D’une part, les familles ont moins d’enfants et recherchent donc des appartements plus petits ; d’autre part, les divorces, le vieillissement de la population et l’évolution des modes de vie entraînent une augmentation du nombre de familles monoparentales, ce qui signifie que davantage de personnes vivent seules. Il s’agit d’une évolution structurelle lente, mais aux conséquences importantes. La taille moyenne des ménages en Espagne a considérablement diminué, passant de près de quatre personnes en 1970 à 2,5 aujourd’hui, et devrait tomber à 2,3 d’ici 12 ans.

Dans tous ces cas, le marché confirme que les pressions sur les prix sont dues, en tout état de cause, à un retard dans la production de logements qui n’a pas suivi le rythme de la demande, ainsi qu’à des déséquilibres entre l’offre et la demande, avec une pénurie de logements sociaux ou abordables à la location.

Cette situation a été influencée par les deux crises récentes qui ont secoué le monde. La crise financière mondiale de 2008 a entraîné une baisse significative des investissements dans la construction de logements neufs, y compris de logements sociaux locatifs. La pandémie de COVID-19 a encore ralenti le secteur de la construction résidentielle en perturbant les procédures d'autorisation, en retardant les livraisons de matériaux et en provoquant des pénuries de main-d'œuvre.

L'estimation la plus pertinente du déficit total de logements dans l'UE provient du Plan européen pour le logement abordable (Commission européenne, 2026), réalisé par la Commission européenne elle-même, qui a décidé de prendre en charge le problème compte tenu de son ampleur.

Selon les estimations, l'Europe doit construire plus de 2,2 millions de logements par an pour satisfaire la demande actuelle, alors qu'environ 1,6 million sont actuellement en construction. Cela représente un déficit de production d'environ 650 000 logements par an.

La Commission met paradoxalement en lumière un fait surprenant : environ 20 % des logements européens sont vacants, alors qu'une grave pénurie de logements abordables persiste. Il existe donc un décalage structurel et spatial qui combine divers phénomènes.

Le rapport identifie trois problèmes simultanés : un manque de constructions dans les zones à forte croissance, une mauvaise répartition territoriale du parc de logements existants et une pénurie extrême de logements abordables pour les familles à revenus faibles et moyens. Sa principale conclusion est que l'Europe est confrontée simultanément à un déficit de construction et à un déficit bien plus important de logements abordables. Le premier se chiffre en millions de logements ; le second touche une part importante des classes populaires et moyennes urbaines, même dans les pays où le parc de logements total semble suffisant.

Alors que la pénurie de logements se concentre dans les grandes villes, de nombreuses zones rurales sont confrontées à un dépeuplement continu. Cela accentue le contraste entre la demande croissante de logements et le surpeuplement des villes, d'une part, et le nombre croissant de maisons vides dans les campagnes, d'autre part.

Cela s'explique par le fait que l'offre de logements sociaux dans les centres urbains n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique ces dernières années. En 2021, on comptait environ 14 millions de logements sociaux dans l'UE, soit seulement 8 % du parc de logements total (contre 11 % en 2010). Actuellement, ce pourcentage a diminué et n'atteint plus que 6 %.

7 % du parc de logements de l'UE correspond à des logements sociaux, une moyenne qui présente d'énormes différences entre les pays.

1.3. Réduction de la durée de location

La pénurie de logements a engendré un nouveau phénomène : les « zones de tension », particulièrement visibles dans les grandes villes. Alors que les villes continuent d'attirer les travailleurs et les étudiants, la population se concentre de plus en plus dans les grandes et moyennes agglomérations. Le tourisme urbain devient également un moteur important de la demande de logements, notamment via les hébergements touristiques. Tous ces facteurs incitent les investisseurs privés et institutionnels à investir sur le marché immobilier.

La financiarisation du logement ne s'accompagne généralement pas de stratégies de conservation à long terme des biens. En période de tensions sur les marchés, comme celles qui ont caractérisé les cinq dernières années et qui devraient se poursuivre au cours de la prochaine décennie, les meilleurs rendements sont obtenus grâce à une rotation maximale des actifs. Cela se traduit par des durées d'occupation de plus en plus courtes et des locations de courte durée, parfois de quelques jours seulement.

Ainsi, les investisseurs deviennent un puissant groupe de pression de propriétaires qui incitent les administrations à réduire la durée des contrats et à leur accorder la possibilité de ne pas les renouveler à leur expiration sans motif explicite, ou à privilégier de nouveaux contrats saisonniers destinés à des séjours temporaires ou à des appartements touristiques.

Dans les mégapoles transformées en destinations touristiques, la pénurie de logements est le phénomène le plus marqué. Face à la croissance fulgurante de ce marché ces dernières années, une partie des maisons et des appartements sont désormais proposés à la location de courte durée, ce qui a pour effet de déplacer les résidents permanents.

L'offre de logements résidentiels a diminué en raison de l'essor des locations de courte durée dans l'UE (Rankin J., 2025), qui ont progressé de 93 % entre 2018 et 2024, notamment grâce à la croissance des plateformes touristiques. En 2024, 854,1 millions de nuitées ont été réservées dans l'UE via quatre grandes plateformes en ligne (Airbnb, Booking.com, Expedia Group et TripAdvisor), soit une hausse de 18,8 % par rapport à 2023 (719 millions de nuitées), établissant ainsi un nouveau record.

1.4. Le manque de logements sociaux

Le lien entre logement social et crise du logement est au cœur du débat européen actuel. Depuis 2008, un paradoxe se dessine : si de nombreux pays ont revu ou réduit leurs politiques de logement social, ceux qui résistent le mieux à la crise d'accessibilité sont généralement ceux qui ont maintenu un important secteur du logement social ou associatif.

Avant 2008, on distinguait deux modèles de logement en Europe : un modèle privilégiant le logement social, qui représentait entre 20 % et 30 % du parc immobilier, largement répandu aux Pays-Bas, en Autriche, au Danemark et en Allemagne, et partiellement en France. Le logement social était distribué selon des critères universels ; autrement dit, il n'était pas réservé aux plus démunis, mais s'adressait également à la classe moyenne, aux travailleurs, aux jeunes et aux retraités.

D'autres pays, comme l'Espagne, l'Italie, le Portugal et une grande partie de l'Europe de l'Est, considéraient le logement social comme un système résiduel d'aide sociale, ne représentant que 2 à 3 % du parc de logements total et destiné exclusivement aux populations vulnérables. De plus, comme en Espagne, ces pays autorisaient la vente de ces logements après 10 ans.

La crise financière a eu de graves conséquences sur le logement social. D'une part, les gouvernements ont mis en œuvre des politiques d'austérité conformément aux normes économiques en vigueur. Les investissements publics ont été réduits, les programmes d'entretien du logement social sacrifiés et les ventes tolérées. D'autre part, les expulsions ont augmenté et la pauvreté résidentielle s'est accrue.

Aujourd'hui, le logement social représente environ 6 % à 8 % du total, soit 4 à 5 points de moins qu'en 2010. Cette moyenne masque de nombreuses disparités, mais, d'une manière générale, elle témoigne de la détérioration et du déclin du logement social dans de nombreux pays.

À partir de 2012, le discours dominant véhiculé par Bruxelles a évolué. L'Europe du Nord et centrale a commencé à considérer le logement social locatif non plus comme une ressource universelle et temporaire d'accès au logement, mais comme une forme d'aide permanente destinée aux « nouveaux pauvres », principalement identifiés aux populations immigrées. Le logement social a alors été perçu comme une solution visant à lutter contre l'exclusion sociale.

L'Allemagne peut servir d'exemple de changement de comportement. Longtemps considérée comme un modèle avec des loyers relativement modérés, une protection solide des locataires et une croissance maîtrisée des prix, son évolution depuis 2012 a conduit à l'effondrement le plus rapide de son parc de logements sociaux, réduit à un peu plus d'un million d'unités, contre plus de trois millions à la fin des années 1980. Cette dégradation rapide s'est traduite par un arrêt de la construction de logements sociaux, le non-renouvellement des programmes de logements sociaux arrivés à échéance et la conversion et la vente d'actifs publics par le biais de privatisations.

Les Pays-Bas constituent un autre cas particulier, ayant été contraints de restreindre puis d'abandonner leur modèle de logement social universel, qui représentait à un moment donné 34 % du parc immobilier total, suite aux recommandations de la Commission européenne. Ce modèle repose sur des organismes sans but lucratif qui gèrent la quasi-totalité des logements, grâce à un financement public important, tandis que seules quelques propriétés bénéficient de l'intervention des municipalités. Les loyers, qui ne sont pas bon marché, sont compensés par d'importantes aides au revenu.

Le système de logement social néerlandais a vu le jour dans les années 1970 et 1980, privilégiant les organismes à but non lucratif et soumis à un contrôle strict. Toutefois, dans les années 1990, une réforme (Brutering) leur a accordé une plus grande autonomie.

Le manque de contrôle financier et public a entraîné une financiarisation du secteur et permis aux bailleurs sociaux d'accumuler un patrimoine considérable. Ce patrimoine a ensuite servi de garantie sur les marchés financiers et de capitaux pour obtenir des financements à des conditions plus avantageuses et générer des revenus locatifs. Ce phénomène a donné lieu à des pratiques abusives, auxquelles la Commission européenne a répondu en exigeant que le logement social soit exclusivement réservé aux personnes rencontrant des difficultés de logement, pour des raisons économiques ou autres.

L'Autriche a su éviter les conséquences néfastes de la crise du logement. Là-bas, et notamment à Vienne, une part importante de la population vit dans des logements sociaux, des logements construits et gérés par des coopératives ou dans le cadre d'autres dispositifs de location subventionnée. C'est le meilleur exemple européen de la manière dont le logement social peut contribuer à stabiliser le marché, les prix du marché libre ayant alors moins d'impact sur une grande partie de la population.

La France a adopté une stratégie différente, témoignant de sa relative résilience. Si elle n'a pas échappé à la crise du logement, notamment dans ses grandes villes comme Paris, Marseille, Lyon et Bordeaux, elle en a atténué certains effets les plus marqués. Non seulement elle dispose de l'un des plus importants parcs de logements sociaux d'Europe, mais son système de régulation centralisé, uniforme dans tous les départements et toutes les villes, a également contribué à freiner la hausse des prix, à proposer des alternatives au marché privé et à réduire la vulnérabilité de certaines catégories de population. La France est souvent citée dans les études comparatives comme un exemple de résilience relative.

L'Espagne présente un contraste saisissant : elle a construit des millions de logements avant 2008. Cependant, la plupart étaient des logements à prix de marché destinés à l'accession à la propriété, les développements urbains étant fortement influencés par la recherche de résidences secondaires, et le nombre de logements sociaux, susceptibles d'être requalifiés ultérieurement, étant très faible. Le repli du marché immobilier consécutif à la crise financière et la forte augmentation de la population immigrée ont créé un paradoxe : l'Espagne possède l'un des plus importants parcs de logements par habitant d'Europe et l'un des plus faibles parcs permanents de logements sociaux, ce qui explique sa vulnérabilité face aux récentes hausses de loyer.

En résumé, on peut conclure que les pays qui disposent d'un parc important de logements sociaux locatifs – comme l'Autriche, les Pays-Bas, le Danemark ou certaines régions de France – rencontrent des problèmes d'accessibilité au logement principalement dans leurs grandes villes. Un parc de logements sociaux suffisant constitue un moyen éprouvé d'alléger le fardeau financier de l'accession à la propriété, de modérer les prix du secteur privé, de favoriser la mobilité territoriale et sociale et de limiter les risques de sans-abrisme.

À l'inverse, les pays où le logement social a décliné ou n'a jamais atteint une ampleur significative dépendent beaucoup plus du marché privé pour satisfaire ce besoin fondamental. Lorsque les prix des logements se déconnectent des salaires, cette dépendance devient une source structurelle d'inégalités et de précarité résidentielle.

1.5. La réponse européenne

Le logement relève traditionnellement de la compétence nationale, mais l'ampleur et la généralisation du problème incitent l'Union européenne à intervenir de plus en plus. Le « Plan pour le logement abordable » de la Commission, présenté en décembre 2025, et les propositions du Parlement européen de mars 2026 définissent des mesures concrètes. En conséquence, la Commission a lancé :

Les organisations sociales européennes saluent l'inscription, pour la première fois, du logement à l'agenda stratégique de la Commission et la reconnaissance de la dimension structurelle de la crise du logement. Elles se félicitent également du lancement du Plan européen pour le logement abordable, mais formulent d'importantes critiques, estimant que ce plan reste prisonnier d'une logique de marché.

Une coalition d'ONG, menée par la Fédération européenne des organisations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA) et Housing Europe, affirme que le plan risque de se concentrer excessivement sur la « construction de nouveaux logements » sans s'attaquer suffisamment aux causes structurelles de la crise liées au manque de logements sociaux, à la financiarisation du logement et à une réglementation plus stricte du secteur.

Les locations privées permettent de mobiliser les logements vacants. Leur argument est que l'augmentation de l'offre ne garantit pas, en soi, un logement abordable pour les ménages à faibles revenus.

Ils dénoncent l'utilisation récurrente du terme « logement abordable », y voyant une tentative de supplanter le « logement social », excluant ainsi les ménages à faibles revenus des nouveaux programmes. Ils soulignent que de nombreux projets qualifiés d'abordables finissent par cibler les familles à revenus moyens plutôt que les plus démunis. Ils citent en exemple la France, où le logement de gamme moyenne se développe tandis que des millions de demandes de logements sociaux restent en attente, et le Royaume-Uni, où certains logements dits « abordables » sont loués à des prix proches de ceux du marché.

De son côté, le Comité économique et social de l'UE a plaidé pour une reconnaissance juridique renforcée du droit au logement dans le cadre européen et pour que ce droit soit formellement reconnu comme un droit fondamental. Il a également appelé à un assouplissement des règles relatives aux aides d'État afin de faciliter la construction de logements sociaux.

Dans le même esprit, la Coalition européenne pour le droit au logement soutient que le plan ne remet pas suffisamment en cause la notion de logement comme actif financier et continue de s'appuyer excessivement sur des mécanismes de financement privés et des investissements institutionnels. Elle dénonce le fait que le problème ne se limite pas à la pénurie de logements, mais qu'il s'agit également d'une utilisation croissante du parc immobilier existant comme véhicule d'investissement.

Un autre point de critique concerne l'attention insuffisante portée au problème des sans-abri. La FEANTSA soutient que le plan ne prévoit ni engagements chiffrés ni financements suffisants pour atteindre l'objectif européen d'éradication. Il n'aborde pas de manière adéquate les programmes de lutte contre l'exclusion résidentielle, ni ceux dédiés à l'accès au logement (principe du « logement d'abord ») en cas d'expulsion, et ne met pas en place d'instruments financiers spécifiques pour le logement social, coopératif et associatif.

2. Causes de l'augmentation du nombre de sans-abri

2.1. ??????????????????

La crise du logement ne peut se résumer simplement à mentionner son coût élevé. Le problème central est qu'il constitue un mécanisme de stratification sociale de plus en plus puissant.

Une étude du Parlement européen (O'Sullivan E., 2023) révèle qu'un fossé se creuse aujourd'hui en Europe entre les propriétaires de logements ou de biens immobiliers et ceux qui dépendent du marché locatif. Au sein de ce dernier groupe, les ménages à faibles revenus subissent une pression disproportionnée qui les plonge dans une précarité de logement croissante.

Les jeunes, les familles à faible revenu, les familles monoparentales, les immigrants et les personnes handicapées figurent parmi les groupes les plus touchés.

La hausse du coût du logement, qui touche des millions de citoyens européens, affecte particulièrement les jeunes. En 2023, les jeunes quittaient le domicile parental à l'âge moyen de 26,2 ans dans l'UE, avec toutefois des disparités importantes entre les pays du Nord et du Sud. Alors que dans les pays nordiques et baltes, l'âge moyen est inférieur à 22 ans, il dépasse 30 ans dans les pays du Sud, notamment en Grèce, en Croatie, en Italie, en Espagne et au Portugal (avec un record de 33,6 ans). Dans les pays d'Europe centrale comme la France et l'Allemagne, les jeunes quittent le domicile parental à 23 ou 24 ans en moyenne.

Le manque de logements sociaux et la réduction des aides financières, conjugués à un accès précaire au marché du travail, sont les causes évoquées par les experts. Il en ressort que près de 70 % des jeunes adultes âgés de 18 à 34 ans n'ont d'autre choix que de continuer à vivre chez leurs parents. En Espagne, l'âge moyen du départ du domicile parental est supérieur à 31 ans.

Le manque de logements sociaux et la réduction des aides financières, conjugués à un accès précaire au marché du travail, sont les causes évoquées par les experts. Il en ressort que près de 70 % des jeunes adultes âgés de 18 à 34 ans n'ont d'autre choix que de continuer à vivre chez leurs parents. En Espagne, l'âge moyen du départ du domicile parental est supérieur à 31 ans.

Le fait de retarder le départ du domicile familial devient un facteur structurel qui conditionne leur vie, car il oblige les jeunes générations à reporter des décisions importantes, comme fonder une famille ou déménager dans d'autres villes pour des raisons professionnelles.

Un rapport préparé par l'équipe économique du CCOO en 2024, intitulé « Quatre décennies d'échec de la politique du logement », conclut que la location privée gratuite, malgré

Malgré son coût exorbitant, le logement locatif reste la seule option pour une grande partie de la population. Seuls 18,7 % des ménages vivent en location, mais ce pourcentage grimpe à 34 % chez les 30-44 ans et à 57 % chez les 18-29 ans (CCOO, 2024).

Le tableau joint à l'étude montre, d'une part, que la hausse des prix de l'immobilier s'envole, dépassant largement celle des terrains et des coûts de construction. Mais surtout, il révèle que la croissance des salaires est largement inférieure à ces deux facteurs, creusant ainsi l'écart. En moyenne, il faut l'équivalent de 6,1 salaires annuels bruts pour acquérir un logement de 90 m² en Espagne, et à peine plus de la moitié de cette somme – soit 3,9 salaires – pour acheter un logement social. Les mensualités de crédit immobilier représentent désormais 34 % du revenu moyen.

TABLA COMPARATIVA DE COSTES DE PRODUCCIÓN, PRECIOS DE VENTA PARA LA VIVIENDA NUEVA Y SALARIOS (PROMEDIO NACIONAL)

Variación acumulada (%)	2015 – 1S 2024	2019 – 1S 2024
Índice de costes del sector de la construcción residencial	+ 23%	+ 20%
Precio del suelo urbano	+ 10%	+ 4%
Precio de venta final	**+ 81%**	**+ 41%**
Salarios	+ 16%	+ 13%

Fuente: Gabinete Económico Confederal de CCOO en base a Ministerio de Transporte y Movilidad Sostenible, INE

Tableau 3. Source : CCOO Cabinet économique confédéral

L'étude citée par le Parlement européen confirme une conséquence évidente : les familles à faibles revenus sont parmi les plus touchées par la crise du logement : plus de 27 % des ménages à faibles revenus sont confrontés aux coûts les plus élevés et à une grave précarité du logement.

La situation est encore plus grave pour les migrants contraints de vivre dans des conditions de surpopulation : plus de 33 % des immigrés non européens vivent dans des logements surpeuplés, une inégalité 2,4 fois supérieure à celle des citoyens de l'UE.

Un rapport de l'Institut de recherche urbaine de Barcelone (IDRA), portant sur les grandes villes espagnoles de Madrid et Barcelone (Pérez Ruiz et al., 2024), met en lumière le problème spécifique du logement auquel sont confrontées les populations immigrées dans les grandes villes où la location est de loin l'option dominante. Alors que seulement 14 % de la population espagnole vivait en location en 2023, ce chiffre atteignait 71,6 % pour les ressortissants de pays hors UE et 61,3 % pour les citoyens de l'UE. Les résidents étrangers en Espagne, et en particulier les ressortissants de pays hors UE, n'ont pas les moyens financiers d'acquérir un logement, ce qui les contraint à se tourner vers la location comme solution de logement permanente.

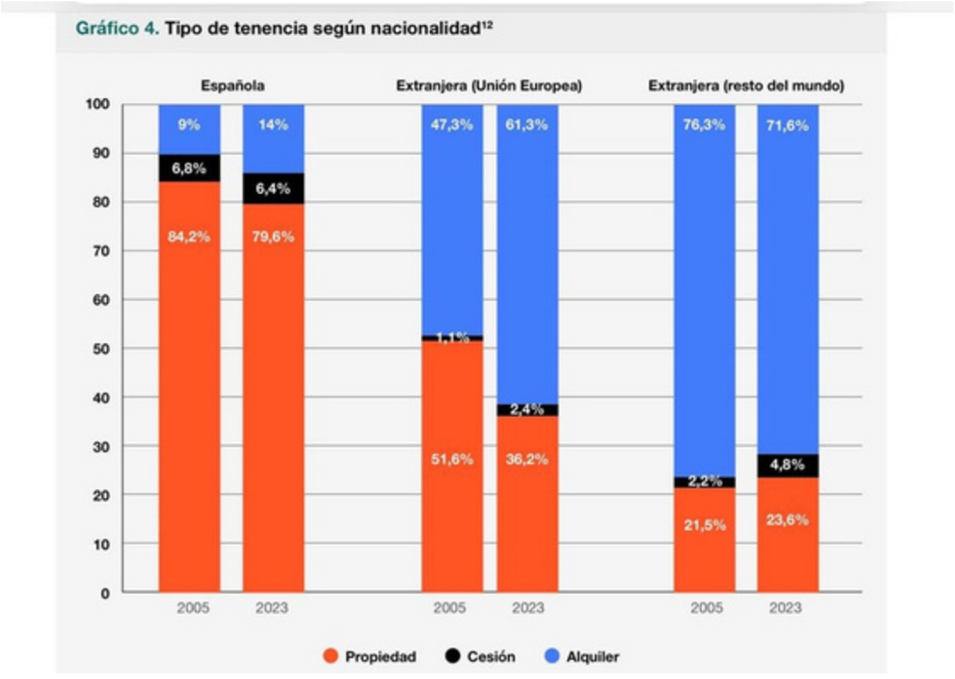


Tableau 4. Source : Rapport IDRA 2024

Le manque de logements adéquats touche également les personnes handicapées, dont moins de 29 % déclarent que leur logement répond à leurs besoins. Ce groupe supporte également une charge financière plus élevée que le reste de la population.

2.2. Le sans-abrisme invisible, un destin pour des strates sociales croissantes

La FEANTSA, Fédération européenne des organisations nationales œuvrant auprès des sans-abri, franchit une nouvelle étape dans l'enquête du Parlement européen. Il ne s'agit pas seulement du fossé qui se creuse aujourd'hui en Europe entre les propriétaires et les sans-abri, mais aussi du rôle du logement comme mécanisme de...

Transfert régressif de revenus entre locataires et propriétaires : plus un ménage est pauvre, plus la proportion de ses revenus absorbée par les loyers, les charges et les coûts associés est importante.

Ce transfert de revenus détourne des ressources de l'économie productive, de la consommation et de l'investissement, qui sont les principales activités de la majorité sociale, pour alimenter la logique financière des détenteurs de richesse et a des effets croissants sur la croissance du PIB et les équilibres macroéconomiques dans des proportions qui ne sont pas suffisamment étudiées.

Ce cadre d'analyse confère une dimension structurelle au problème de la pénurie de logements. Bruxelles et Strasbourg commencent à considérer le sans-abrisme non plus comme un phénomène individuel touchant des personnes marginalisées, mais comme un phénomène social lié à la crise du logement, dont il constitue la manifestation la plus extrême. Ce phénomène est directement associé, d'une part, aux difficultés du marché du travail et, d'autre part, au manque de logements abordables.

D'une part, les jeunes qui arrivent sur le marché du travail sont confrontés à des conditions de vie de plus en plus précaires et instables. D'autre part, lorsqu'ils parviennent à stabiliser leur emploi, ils constatent rapidement que leurs salaires sont largement insuffisants pour se loger, notamment dans les grandes villes. Enfin, la pénurie de logements sociaux et les loyers exorbitants étouffent leur quotidien et compromettent toute perspective d'avenir.

Ce contexte général se manifeste chez des individus dont le profil est bien plus complexe que celui d'hommes isolés et marginalisés souffrant d'alcoolisme ou d'autres addictions. De plus en plus, des groupes sociaux sont confrontés à une accumulation de difficultés qui les accablent. Il s'agit notamment d'hommes et de femmes avec enfants en situation de séparation, de familles avec enfants dépendantes d'un revenu unique et précaire, de travailleurs âgés licenciés, de jeunes incapables de vaincre leur addiction, et de migrants ou réfugiés fuyant des conflits et attendant la reconnaissance de leur statut de réfugié politique.

Les conséquences pour les populations les plus défavorisées sont cumulatives. Tout commence par une lutte pour survivre au quotidien ou pour joindre les deux bouts, même avec un revenu stable ; la rareté des ressources entraîne des sacrifices en matière d'alimentation et de soins de santé ; si ces carences persistent, elles se tournent vers des prêts familiaux et amicaux… ou vers des institutions financières spécialisées dans le « crédit facile » aux taux usuraires ; si les problèmes persistent, elles doivent choisir quelles factures cesser de payer, les factures de téléphone et d'énergie étant souvent les premières concernées.

La décision de cesser de payer son logement ou la chambre qui lui sert de refuge pour la nuit marque un tournant décisif dans l'exclusion sociale, et le précipice se profile. On craint désormais que ce cercle vicieux ne conduise à l'itinérance.

Nombreux sont ceux qui commencent à craindre qu'un accident ne les précipite dans la rue. Dès lors, la recherche d'un toit pour se reposer et dormir est le premier signe d'un sans-abrisme invisible qui, faute d'aide ou d'emploi suffisamment rémunérateur, devient un sans-abrisme visible.

Cela explique pourquoi les résolutions les plus récentes du Parlement et de la Commission abordent déjà conjointement la question du logement abordable, de l'exclusion résidentielle et du sans-abrisme dans le cadre d'une même stratégie sociale.

3. Données par pays

Plusieurs études et rapports récents indiquent que le nombre de personnes sans domicile fixe visibles a augmenté de façon alarmante en Europe ces dernières années, si l'on se mesure au nombre de personnes qui dorment dans la rue faute de logement.

Avant de présenter les données relatives à l'Europe, il convient de noter que, dans de nombreux cas, les données sont sous-représentées en raison de divers facteurs :

a) Le sans-abrisme est un phénomène invisible. Nombre de personnes ne dorment pas dans la rue ni ne fréquentent les refuges, mais logent temporairement chez des proches, occupent des logements insalubres, vivent dans des hébergements informels ou alternent entre différentes solutions précaires. Ces situations sont souvent exclues des statistiques traditionnelles.

b) Limites méthodologiques des recensements. Les recensements nocturnes ou les comptages de rue ne recensent que les personnes visibles à un moment précis. Les personnes hospitalisées, incarcérées, hébergées temporairement, travaillant de nuit ou en déplacement peuvent ne pas être comptabilisées.

c) L'inclusion des migrants sans papiers dans les statistiques officielles sur le sans-abrisme n'est pas harmonisée en Europe. Si certains pays, comme la Finlande et le Danemark, les excluent de leurs données administratives, d'autres, comme la Belgique, les incluent dans leurs recensements de population selon la méthodologie ETHOS Light. Cette hétérogénéité méthodologique entrave les comparaisons internationales et contribue à la sous-estimation du sans-abrisme parmi les migrants sans papiers.

d) Définitions restrictives. Dans certains pays, les statistiques officielles ne prennent en compte que les personnes dormant dans la rue ou ayant recours à des services spécifiques destinés aux sans-abri. Cela exclut d'autres formes d'exclusion du logement considérées par l'ETHOS (Typologie européenne du sans-abrisme et de l'exclusion du logement), telles que le logement précaire ou inadéquat.

e) Faible utilisation des services. Toutes les personnes sans abri n'ont pas recours aux refuges ou aux services sociaux. Certaines les évitent en raison d'expériences négatives, de règles d'accès, de problèmes de santé mentale, de toxicomanie ou par crainte de la stigmatisation.

f) Nature dynamique du phénomène. Le sans-abrisme n'est pas toujours une situation permanente. De nombreuses personnes y entrent et en sortent sur de courtes périodes, de sorte qu'un seul recensement peut ne pas refléter l'ampleur annuelle du problème.

g) Absence de systèmes d'information intégrés. Les données provenant des services sociaux, de la santé, du logement, de la justice et des organisations du tiers secteur ne sont pas toujours coordonnées, ce qui rend difficile l'estimation du nombre total de personnes touchées.

h) Stigmatisation et peur d'être identifié·e·s. Certaines personnes évitent de s'inscrire par crainte de conséquences administratives, de la perte de la garde de leurs enfants, de problèmes d'immigration ou tout simplement pour préserver leur vie privée.

Il est donc important de garder à l'esprit que les chiffres officiels doivent être interprétés comme une estimation minimale du phénomène, et non comme une mesure exhaustive du nombre de personnes sans abri ou en situation d'exclusion résidentielle.

Au vu de ce qui précède, la Finlande et le Danemark font figure d'exceptions, ayant réalisé des progrès dans la réduction du nombre de sans-abri, tandis que la France et l'Allemagne ont vu leurs taux de sans-abrisme doubler. La Finlande a réduit le nombre de sans-abri de 35 % entre 2008 et 2015 grâce à une collaboration entre les autorités locales et nationales et à un engagement ferme en faveur du modèle « Logement d'abord ». Cette approche privilégie l'accès au logement plutôt que la simple recherche d'un domicile, même si cela implique de recourir à des solutions alternatives, y compris les centres d'hébergement d'urgence. Il s'agit d'un modèle qui met l'accent sur l'autonomie et l'estime de soi de chaque personne.

Ces dernières années, le nombre de personnes sans domicile fixe n'a cessé d'augmenter. Bien que les données officielles des institutions européennes sur le nombre de personnes dans cette situation fassent défaut, la Commission européenne estimait qu'en 2013, 410 000 personnes dormaient dans les rues de l'Union européenne. Depuis, cette augmentation est constante.

Les chiffres de cette rétrospective historique sont éloquents. Entre 2010 et 2023, la France et l'Angleterre ont affiché des résultats très préoccupants dans leur gestion du problème du sans-abrisme. Selon les données de l'OCDE, le nombre de personnes sans domicile fixe a plus que doublé dans ces pays entre 2010 et 2023 : en treize ans, l'Angleterre est passée de 52 168 à 109 658 sans-abri, soit presque le double. En France, ce nombre est passé de 141 500 à 333 000. En Slovaquie, il a plus que triplé. L'Irlande a également connu une forte augmentation depuis 2016, son taux de sans-abrisme ayant doublé.

En 2024, selon une étude menée par la Fondation Abate Pierre et la FEANTSA (Fédération européenne des organisations nationales travaillant avec les sans-abri) dans les pays de l'UE suivants : Belgique, Danemark, France, Hongrie, Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne et Suède, environ 0,250 % de leur population était sans domicile fixe.

En dehors de l'UE, le Royaume-Uni et, au sein de celle-ci, des pays comme la Pologne ou la République tchèque sont également inclus dans des rapports plus généraux de l'Observatoire européen du sans-abrisme, qui confirment la croissance du sans-abrisme ces dernières années.

Tous ces chiffres varient, ils sont aussi changeants que la situation des sans-abri, expulsés de leur logement faute de pouvoir rembourser leur prêt immobilier ou faute de ressources suffisantes pour payer les loyers très élevés qui augmentent de jour en jour.

En effet, le sans-abrisme n'est pas une situation statique, mais plutôt un phénomène fluide, évolutif et multidimensionnel. Le parcours de vie des personnes sans domicile fixe comprend souvent différentes étapes : la vie dans la rue, dans des refuges, dans des hébergements temporaires ou dans des logements insalubres.

Comme nous l'avons souligné, l'augmentation constante du nombre de sans-abri en Europe s'explique par le manque de logements, un problème majeur. Ce problème s'aggrave tant en termes de nombre de personnes touchées que de pays concernés. Les données révèlent des chiffres alarmants : rien que dans l'UE et au Royaume-Uni, plus d'un million de personnes sont sans abri chaque nuit. Il s'agit de chiffres approximatifs, car, comme le précise la FEANTSA : « Le nombre réel de sans-abri est probablement bien plus élevé. »

Cette même organisation a établi plusieurs catégories pour définir les formes les plus extrêmes de sans-abrisme, en se concentrant sur l'absence totale de logement et la vie dans la rue ou dans des centres d'hébergement d'urgence. Ces catégories ont été créées selon la typologie ETHOS Light (un cadre de définition à visée normative et pratique qui fournit un langage commun pour l'effort transnational d'harmonisation des définitions nationales du sans-abrisme en Europe). Les trois premières de ces catégories sont :

1. Vivre dans l'espace public (sans abri). Cela concerne l'hébergement des personnes qui dorment dans la rue, que ce soit dans les parcs, les distributeurs automatiques de billets ou dans des lieux non destinés à l'habitation.

2. Hébergement d'urgence (centre d'hébergement d'urgence). Il s'agit de l'hébergement des personnes qui passent la nuit dans des centres d'hébergement d'urgence ou des centres à seuil d'accès bas, sans domicile fixe.

3. Hébergement temporaire pour les personnes sans domicile fixe : personnes résidant dans des centres d'accueil, des abris temporaires ou des foyers financés pour pallier le manque de logements.

On estime que le sans-abrisme touche plus de 150 millions de personnes dans le monde, et bien qu'il ne soit pas facile d'obtenir des données à l'échelle européenne, on estime, comme mentionné précédemment, qu'en Europe, il touche plus de 1,2 million de personnes.

Les données relatives à la situation en Europe en 2022-2023 ont révélé des chiffres significatifs, l'Allemagne se démarquant avec 43,6 personnes sans domicile fixe pour 10 000 habitants. La France enregistrait un taux de 30,7 personnes sans domicile fixe pour 10 000 habitants, tandis qu'en République tchèque et en Irlande, les taux atteignaient respectivement 28,4 et 25,3 pour 10 000 habitants.

En Espagne et en Europe du Sud, le placement en famille d'accueil masque une forme invisible de sans-abrisme, tandis que le taux de sans-abrisme visible reste faible, inférieur à 10 personnes pour 10 000 habitants. Cependant, en Espagne, deux rapports de l'Institut national de la statistique (INE) – l'Enquête de 2022 sur les personnes sans domicile fixe et l'Enquête de 2024 sur les centres et services pour personnes sans domicile fixe – font état d'une augmentation rapide du nombre de personnes en situation d'extrême abrisme.

En dehors de l'UE, le Royaume-Uni affiche l'un des taux de prévalence du sans-abrisme les plus élevés de son histoire, avec 65 personnes pour 10 000 habitants. Aux États-Unis, le nombre de sans-abri a atteint un niveau record en 2024, enregistrant une hausse de 18 % par rapport à l'année précédente, avec plus de 771 480 personnes concernées. Les migrants et les enfants constituent les segments de population les plus touchés et dont le nombre ne cesse d'augmenter. La répartition géographique et la diversité du pays contribuent à ramener le taux moyen à 23 personnes pour 10 000 habitants.

Les pays présentant les chiffres absolus et relatifs les plus élevés se situent sur le continent africain. La Syrie, en proie à des conflits armés depuis une décennie et assiégée par Israël, a connu un pic de plus de 6 millions de sans-abri pour une population de plus de 23 millions d'habitants. Le système de mesure utilisé dans les pays développés, le taux de sans-abrisme pour 10 000 habitants, est totalement obsolète, car en Syrie, ce taux atteint 25 % de la population.

Il en va de même dans d'autres pays africains où le sans-abrisme touche jusqu'à 10 % de la population. Au Nigéria, sur une population totale d'environ 250 millions, 25 millions de personnes sont sans domicile fixe. En Ouganda, ce chiffre atteint environ 4 millions sur 53 millions d'habitants. Au Zimbabwe, il concerne environ 1,2 million de personnes sur 17 millions. En Asie, le Népal présente des chiffres relatifs similaires : environ 2,5 millions de personnes sans domicile fixe sur 30 millions d'habitants.

Les catastrophes naturelles (dont la fréquence a augmenté avec le changement climatique) et les guerres ont contraint des centaines de milliers de personnes à fuir leur pays et à s'installer dans des régions plus prospères. Ainsi, ces dernières années, des populations entières ont dû quitter l'Ukraine après l'invasion russe, des millions de Syriens ont fui vers les pays voisins ou vers la Turquie et la Grèce, tandis que la population de Gaza, victime d'un génocide perpétré par Israël, manque des biens de première nécessité, notamment d'un abri. Des centaines de milliers de personnes arrivent en Europe depuis l'Afrique ou l'Amérique latine, fuyant la pauvreté et en quête d'une vie meilleure.

Nous aborderons plus en détail la question des migrants et du sans-abrisme dans un autre chapitre, mais il convient de rappeler dès à présent que le logement en Europe et aux États-Unis est actuellement l'un des principaux indicateurs d'inégalité. Les principales causes de cette inégalité sont le chômage (63 %), le manque de ressources économiques (26,1 %) et les problèmes administratifs ou liés aux papiers (13,4 %).

La financiarisation du logement et la forte croissance du tourisme sont d'autres facteurs, déjà évoqués dans les chapitres précédents, qui ont clairement contribué à la hausse des prix des loyers d'appartements. Le prix des locations de courte durée a explosé dans les grandes villes européennes. Cette crise touche la plupart des grandes villes, mais elle est aussi de plus en plus fréquente dans les villes moyennes. La crise du logement dans l'UE est un phénomène massif et durable, aux conséquences politiques et sociales considérables.

Comme nous l'avons souligné, la perte de logement est généralement un processus d'exclusion graduel qui peut durer des années, ponctué de périodes de précarité souvent suivies de crises graves. Le chômage, le manque de ressources économiques, les divorces et séparations, ou encore les situations irrégulières dues à l'absence de papiers (immigrants sans papiers) sont généralement les principales raisons personnelles de la perte de logement ou de l'impossibilité d'y accéder. Toutefois, comme nous l'avons déjà mentionné, la spéculation sur le logement, droit fondamental, constitue la principale cause économique et sociale de ce problème croissant.

Le profil des personnes sans domicile fixe évolue également, et les dernières données indiquent une augmentation du nombre de jeunes touchés par cette situation. Si le sans-abrisme reste majoritairement masculin (82 %), la présence des femmes progresse et atteint 18 %. Par ailleurs, on observe un changement de profil, avec l'inclusion désormais de jeunes de 18 à 30 ans.

Actuellement (données de 2026), on estime qu'au sein de l'UE, un ménage sur dix consacre plus de 40 % de ses revenus au logement. Compte tenu des deux facteurs mentionnés précédemment – la hausse du coût de la vie et la demande croissante de logements – il n'est pas surprenant que les loyers aient fortement augmenté, que les expulsions se multiplient, que les listes d'attente pour les logements sociaux soient interminables et que le nombre de sans-abri soit en augmentation.

Si l'on examine brièvement les chiffres de quelques pays européens, on obtient les résultats suivants :

- En France, le logement est devenu une crise structurelle : on estime à environ quatre millions le nombre de personnes sans domicile fixe ou mal logées, et à plus de 350 000 le nombre de personnes vivant dans la rue. Le logement social se raréfie et les loyers du secteur privé s'envolent.
- En Grèce, suite aux mesures d'austérité imposées en 2010 par la Commission européenne, la BCE et le Fonds monétaire international, une nouvelle crise du logement, d'une gravité exceptionnelle, a éclaté en moins de dix ans. La construction de logements sociaux s'est brutalement interrompue et de nombreuses familles, incapables de rembourser leurs prêts immobiliers, ont perdu leur logement durant la crise financière. On estime actuellement qu'un tiers des familles grecques consacrent plus de 40 % de leurs revenus au logement.
- En Italie, dans les grandes villes comme Rome, Milan et Florence, ainsi que dans de nombreuses villes universitaires, les loyers ont explosé. Environ un locataire sur cinq consacre plus de 40 % de ses revenus au logement.
- En Espagne, la spéculation financière sur le marché immobilier et la forte croissance du tourisme sont d'autres facteurs contribuant à la hausse des prix de l'immobilier dans tout le pays, notamment dans les villes comme…

- Barcelone, Madrid et Valence sont des exemples de villes où les loyers ont augmenté de plus de 30 % en cinq ans. Cette hausse touche tous les quartiers, mais elle est particulièrement marquée dans les centres-villes, contraignant une part importante de la population à quitter son logement, pourtant situé en plein cœur de sa ville.
- En Allemagne, le nombre de personnes sans domicile fixe a atteint un niveau record en 2025 : plus d'un million de personnes étaient concernées. Selon les estimations de l'Association fédérale d'aide aux sans-abri (BAG W), un peu plus d'un million de personnes étaient sans abri en 2024, soit une augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente. À Berlin, les loyers ont doublé en dix ans, passant d'environ 7 € le mètre carré à environ 15 ou 16 €. Ce coût est encore plus élevé dans le centre-ville, où il oscille entre 18 et 20 €. Autrement dit, louer un appartement de 100 m² peut coûter environ 1 700 ou 1 800 € par mois.
- Des pays comme la Roumanie présentent une situation encore plus critique. Dans la capitale, Bucarest, et dans d'autres grandes villes, le loyer d'un appartement de 100 m² avoisine les 1 000 euros par mois, un montant comparable à celui de certaines villes d'Europe occidentale, alors que le salaire minimum y est bien inférieur.

Pour revenir à l'Espagne, d'après une enquête menée par Hogar Sí en collaboration avec 40DB en octobre 2025, 10,1 % des personnes résidant en Espagne ont déjà dû dormir dans la rue au moins une fois, soit environ quatre millions de personnes. Cette enquête, réalisée auprès de 1 500 personnes interrogées, a fait l'objet d'un rapport intitulé « Radiographie sociale du sans-abrisme en Espagne : perceptions, réalités et défis », qui souligne que ce problème touche bien plus de personnes qu'on ne le pense généralement.

Finalement, le problème a pris une telle ampleur que, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies d'août 2025, le Secrétaire général a déclaré : « Le sans-abrisme est un problème universel qui trouve son origine dans des lacunes systémiques des systèmes de logement, des stratégies de réduction de la pauvreté, des systèmes de santé et des mécanismes de protection sociale. » Et pour y remédier : « Si l'hébergement d'urgence et l'aide humanitaire jouent un rôle indispensable en situation de crise, ils ne constituent pas des solutions durables à long terme. Les politiques à long terme doivent privilégier l'accessibilité financière, l'habitabilité et la sécurité d'occupation. »

4. Sans-abris et migration

Le rapport publié par l'Organisation internationale pour L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), lors du Forum international d'examen des migrations qui s'est tenu il y a quelques semaines à New York, a déclaré que les migrations régulières contribuent à la croissance économique mondiale. Elle a également affirmé que restreindre les voies d'accès des migrants n'arrête pas les migrations, mais les détourne plutôt vers des itinéraires plus dangereux.

D'après ce rapport, on comptait 304 millions de migrants internationaux en 2024, un chiffre en constante augmentation ces dernières années. Selon Amy Pope, directrice générale de l'OIM, chaque pays a le droit d'établir sa propre politique migratoire. C'est là que des différences substantielles apparaissent entre les diverses régions du monde.

La xénophobie et la haine envers les personnes contraintes de migrer sont en hausse dans la plupart des pays occidentaux et vont de pair avec des idées liées aux formations politiques de droite et d'extrême droite.

Les canulars, les mensonges et la déformation des données empiriques sur les migrations influencent de plus en plus le débat public et les politiques gouvernementales.

La propagation de la désinformation et de la mésinformation est amplifiée par les médias sociaux et les outils basés sur l'intelligence artificielle (IA), contribuant à l'adoption de mesures restrictives qui portent atteinte aux droits et à la cohésion sociale.

Cela n'empêche pas la migration continue et croissante de milliers de personnes contraintes de quitter leur pays d'origine pour des raisons très graves, telles que les guerres, les catastrophes liées au changement climatique et la pauvreté. De plus, leur arrivée dans les pays de destination est souvent irrégulière et s'accompagne de la privation des droits humains les plus fondamentaux.

Cette situation a entraîné une augmentation des déplacements de population dans des régions comme le Soudan, l'Ukraine et Gaza, causant d'immenses souffrances humaines. La réponse des pays riches (qui ont généralement exploité les ressources naturelles des nations pauvres) consiste à fermer leurs frontières, à mettre en œuvre des politiques répressives et isolationnistes à l'égard des migrants (comme l'ouverture de centres de détention) et à accélérer le développement de nouvelles technologies basées sur l'intelligence artificielle afin d'empêcher l'arrivée de migrants. Le recours aux systèmes biométriques, aux accords de partage de données, aux algorithmes et à la surveillance numérique est en hausse dans de nombreux pays.

Lorsqu'une personne contrainte de migrer arrive dans son pays de destination, elle se retrouve en situation de grande précarité économique. Généralement, les migrants occupent les emplois les moins bien rémunérés, avec des salaires dérisoires et sans respect de leurs droits du travail et de leurs droits fondamentaux, ce qui compromet naturellement leur capacité à se loger et à fonder une famille. Cette situation est encore plus grave pour les personnes en situation irrégulière dans le pays de destination, dont le droit de vivre et de travailler n'est pas reconnu.

Comme nous l'avons vu précédemment, la spéculation immobilière et l'absence de politiques sociales visant à promouvoir l'accès au logement sont exacerbées dans le cas des migrations.

On peut affirmer que les migrants ne sont pas la cause première de la crise du logement, mais ils en subissent assurément les premières conséquences : surpeuplement, abus de la part des propriétaires, flambée des loyers et absence de protection juridique contre les expulsions forcées. Il est à noter qu'un pourcentage élevé de migrants en quête de logement sont victimes de discrimination ; on estime que jusqu'à 47 % d'entre eux se voient refuser des offres de location et que certaines agences immobilières incluent des clauses discriminatoires dans leurs contrats. Cette situation s'est aggravée dans des pays comme le Canada et l'Espagne, où la forte augmentation du nombre de sans-abri s'est conjuguée à celle du nombre de migrants sans domicile fixe. De plus, la situation est encore plus critique dans les camps de réfugiés : absence d'accès à l'eau potable, aux soins médicaux et à l'hygiène de base.

De même, dans de nombreux territoires touchés par le vieillissement et le dépeuplement, les migrants peinent à accéder à un logement décent et stable. Les travailleurs migrants résident fréquemment dans des hébergements temporaires, des logements insalubres ou des espaces fournis par leurs employeurs, ce qui peut engendrer des situations de dépendance, de surpeuplement et d'insécurité du logement. Ces conditions sont aggravées par la rareté des logements abordables dans de nombreuses zones rurales et par des obstacles administratifs, économiques et parfois discriminatoires qui entravent l'accès au marché du logement. Balakrishnan Rajagopal, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au logement, a présenté un rapport au Conseil des droits de l'homme soulignant les difficultés considérables rencontrées par les migrants pour accéder au logement et réfutant les discours qui les rendent responsables de la crise mondiale du logement. Dans les villes, les migrants sont contraints de vivre dans des logements insalubres, des bidonvilles et des quartiers informels. Ce rapport soulève également la difficulté pour les migrants de passer d'un logement temporaire à un logement permanent. Dans de nombreux pays, les politiques de logement social excluent les migrants, les obligeant à rester dans des centres d'hébergement d'urgence ou à se tourner vers le marché privé, où ils subissent des discriminations et font face à des prix élevés.

Concernant les solutions possibles, ce rapport met en lumière des initiatives qui se sont avérées efficaces pour améliorer l'accès des migrants au logement, telles que la régularisation de leur statut d'immigration afin de faciliter l'accès aux droits fondamentaux, la mise en œuvre de programmes de subventions locatives et la création de logements sociaux inclusifs.

En conclusion, le rapport souligne que la crise du logement est un problème complexe qui exige des solutions globales et inclusives. Loin d'être responsables de cette crise, les migrants constituent un groupe vulnérable qui a besoin d'une meilleure protection et d'un accès équitable au logement.

Sur le continent américain, l'ampleur des migrations est très importante ; par exemple, on estime que plus de 11 millions de personnes traversent la frontière entre le Mexique et les États-Unis, se retrouvant ainsi sans abri.

Une situation similaire existe dans l'ouest du Salvador et le long de la frontière guatémaltèque, franchie quotidiennement par des dizaines d'étrangers (principalement des Équatoriens, des Vénézuéliens et d'autres Sud-Américains). Ces personnes souffrent quotidiennement de la faim, du sans-abrisme, de la xénophobie et de violences physiques, sexuelles et psychologiques perpétrées par des groupes criminels et les autorités elles-mêmes.

Bien qu'il existe des organisations comme la Maison des migrants « Scalabrini » au Guatemala, qui offrent un abri temporaire, et au Salvador le Migrant Care Management, ces entités peuvent à peine couvrir les besoins des milliers de migrants en transit, qui traversent ces pays généralement en route vers les États-Unis.

En Europe, nous verrons ci-dessous le cas particulier de la Grèce et de Lesbos lors de la crise de 2015, dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.

Plus récemment, en 2023-2024, le gouvernement italien a conclu un accord avec l'Albanie pour externaliser la gestion des demandeurs d'asile secourus par l'Italie et les transférer dans deux centres situés à Shëngjin et Gjader, en Albanie. Conçus pour accueillir jusqu'à 36 000 personnes par an, ces centres gérés par l'Italie visent à accélérer le rapatriement des migrants sans statut d'asile. L'Italie prendrait en charge les coûts de construction des infrastructures situées sur le territoire albanais.

Cette mesure a été vivement critiquée par Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains, ainsi que par de nombreux pays européens. Mais après plusieurs recours juridiques et critiques en 2025, l'avocat général de l'UE a statué en avril 2026 que l'accord était compatible avec le droit européen, sous réserve du respect des droits fondamentaux. En mars 2026, le Parlement européen a approuvé des règles autorisant la création de ces « centres de retour » dans des pays tiers, faisant du modèle italien une référence pour l'UE.

Comme mentionné précédemment, il convient de s'intéresser à un cas particulier lorsqu'on aborde la question de l'immigration et du logement : l'île de Lesbos (Grèce), où la situation migratoire et le sans-abrisme ont atteint un niveau critique au cours de la dernière décennie.

En 2015, plus d'un million de migrants et de réfugiés sont arrivés en Europe, principalement par la mer, atteignant Lesbos, dont la côte nord se situe à seulement 10 kilomètres de la Turquie. À cette époque, la Grèce traversait une crise économique dévastatrice, et cet afflux de migrants a alimenté la colère contre les partis politiques traditionnels et favorisé l'ascension de forces populistes auparavant marginales. La crise humanitaire immédiate – nourrir, loger et prendre en charge un si grand nombre de personnes simultanément – s'est muée en une crise politique de longue durée.

Cet afflux d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant la guerre et la pauvreté a déclenché une crise humanitaire qui a profondément ébranlé l'Union européenne. En 2025, dix ans plus tard, les conséquences se font encore sentir sur l'île de Lesbos et au-delà. Nombre de ces personnes considéraient la Grèce comme un point de transit, et beaucoup ont poursuivi leur route vers le nord et l'ouest à travers l'Europe. Un grand nombre de demandeurs d'asile ont obtenu une protection internationale, et des milliers sont devenus citoyens européens. Mais beaucoup d'autres ont été déboutés, contraints de vivre pendant des années dans des camps de migrants ou dans la rue. Certains n'ont eu d'autre choix que de retourner dans leur pays d'origine. D'autres ont été expulsés de l'UE. « La crise de Lesbos en 2015 a été, d'une certaine manière, l'acte de naissance de la politique européenne de migration et d'asile », a déclaré Margaritis Schinas, ancien vice-président de la Commission européenne et l'un des principaux architectes du Pacte européen sur la migration et l'asile (PEMA), en 2023.

Actuellement, pour les années 2025-2026, la situation ne s'est guère améliorée ; elle demeure critique et complexe, marquée par un durcissement des politiques migratoires, une surveillance accrue et un volume élevé d'arrivées, même si l'épicentre de la migration maritime s'est désormais déplacé plus au sud, plus précisément vers la Crète et Gavdos.

Lesbos demeure un point d'entrée majeur. Les refoulements violents des garde-côtes grecs empêchent les migrants d'atteindre le rivage. Depuis 2020, plus de 3 500 embarcations ont été refoulées.

Le sans-abrisme et l'incertitude sont les deux constantes qui attendent de nombreux migrants, vivant dans un état d'attente permanent, avec très peu de perspectives d'emploi et un avenir incertain en Europe.

À cela s'ajoutent les limites des soins médicaux, le manque de médicaments et les conditions insalubres qui constituent des problèmes constants dans les camps.

La situation actuelle en Europe est caractérisée par des tensions croissantes entre les besoins en main-d'œuvre, les restrictions migratoires et une grave crise du logement. Ce sont ces éléments qui façonneront la situation des sans-abri et des migrations en Europe début 2026. Face à ce contexte, qu'a fait l'UE ? En juin dernier, le nouveau pacte européen sur la migration et l'asile (PEMA) est entré pleinement en vigueur. Ce pacte vise à renforcer les contrôles aux frontières et à accélérer le retour des migrants. Les principales mesures prévues par ce pacte ont pour objectifs de :

- Renforcer très strictement les contrôles aux frontières : contrôles d'identité, contrôles sanitaires…
- Extension de la base de données d'empreintes digitales pour enregistrer les entrées,
- y compris les mineurs (Eurodac).
- Mise en œuvre de mécanismes de solidarité obligatoires afin que les pays membres partagent le fardeau des pays de première arrivée, permettant des contributions financières au lieu d'une réception directe.
- Renforcer la coopération avec les pays de transit tiers pour réduire les migrations irrégulières.

Autrement dit, il ne s'agit pas de dispositions visant à accueillir et à faciliter l'accueil des personnes contraintes de migrer ou de quitter leur pays en quête d'asile. Ce sont plutôt des mesures d'expulsion, critiquées par les organisations de défense des droits humains.

Dans le cas de l'Espagne, une situation particulière est apparue suite à la régularisation extraordinaire annoncée par le parti politique Podemos le 26 janvier.

Ce projet de loi, prévu pour 2026 et approuvé par le gouvernement en Conseil des ministres le 14 mai de la même année, pourrait concerner plus d'un million de personnes pouvant justifier d'une résidence en Espagne d'au moins cinq mois avant leur demande de régularisation. On estime qu'environ 70 % de ces personnes sont originaires d'Amérique latine.

La période de candidature se termine le 30 juin 2026 et elle profite aux candidats qui pourront obtenir l'autorisation de résider et de travailler en Espagne, avec tous les droits que cela implique.

En conclusion, les principaux facteurs de la relation entre migration et sans-abrisme peuvent être mis en évidence comme suit :

- Le statut irrégulier de nombreux migrants est une cause d'exclusion sociale. L'accès à un emploi formel, à un logement décent et aux services sociaux constitue un défi courant pour ces personnes.
- Loyers exorbitants, chômage et discrimination à l'embauche
- Elles contraignent de nombreux migrants à vivre dans la rue ou dans des logements insalubres.
- Le racisme, la xénophobie et l'isolement social sont en hausse, ce qui restreint encore davantage leurs options de logement.

[1] Bien que le gouvernement ait initialement prévu de régulariser environ 500 000
Pour les migrants, le nombre de demandes de régularisation est d'environ 1,2 million (Castellano, 2026).

5. Sans-abrisme, appauvrissement et déclassement social

Comme indiqué dans les chapitres précédents, la Commission L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), lors du Forum international d'examen des migrations qui s'est tenu il y a quelques semaines à New York, a déclaré que les migrations régulières contribuent à la croissance économique mondiale. Elle a également affirmé que restreindre les voies d'accès des migrants n'arrête pas les migrations, mais les détourne plutôt vers des itinéraires plus dangereux.

D'après ce rapport, on comptait 304 millions de migrants internationaux en 2024, un chiffre en constante augmentation ces dernières années. Selon Amy Pope, directrice générale de l'OIM, chaque pays a le droit d'établir sa propre politique migratoire. C'est là que des différences substantielles apparaissent entre les diverses régions du monde.

La xénophobie et la haine envers les personnes contraintes de migrer sont en hausse dans la plupart des pays occidentaux et vont de pair avec des idées liées aux formations politiques de droite et d'extrême droite.

Les canulars, les mensonges et la déformation des données empiriques sur les migrations influencent de plus en plus le débat public et les politiques gouvernementales.

La propagation de la désinformation et de la mésinformation est amplifiée par les médias sociaux et les outils basés sur l'intelligence artificielle (IA), contribuant à l'adoption de mesures restrictives qui portent atteinte aux droits et à la cohésion sociale.

Cela n'empêche pas la migration continue et croissante de milliers de personnes contraintes de quitter leur pays d'origine pour des raisons très graves, telles que les guerres, les catastrophes liées au changement climatique et la pauvreté. De plus, leur arrivée dans les pays de destination est souvent irrégulière et s'accompagne de la privation des droits humains les plus fondamentaux.

Dans plusieurs pays, l'augmentation est particulièrement marquée : l'Irlande enregistre un nombre record de sans-abri. L'Allemagne a dépassé le demi-million de personnes sans logement permanent, selon ses définitions statistiques. Le Danemark et la Finlande connaissent une hausse après des années de relative stabilité.

La raison en est l'essor d'une nouvelle forme d'exclusion résidentielle « invisible », absente des statistiques traditionnelles sur le sans-abrisme. Ces dernières concernent généralement les personnes dormant dans la rue et celles ayant recours aux centres d'hébergement d'urgence. Or, une autre forme de sans-abrisme, plus discrète, élargit ce champ d'application aux personnes hébergées temporairement chez des proches, à celles contraintes de partager un logement ou à celles dormant dans des chambres louées. Elle inclut également celles vivant dans des locaux commerciaux transformés en logements sans permis d'occupation, ou encore celles vivant dans des conditions de surpeuplement.

Cette forme d'exclusion du logement se développe rapidement en Europe du Sud. Elle se manifeste par la difficulté à trouver un logement stable, faute de revenus suffisants pour le payer. Ainsi, la crise du logement n'affecte pas tout le monde de la même manière ; elle frappe de façon disproportionnée les plus démunis.

L'émancipation tardive des jeunes est l'une des conséquences déjà évoquées dans cette étude. En 2023, les jeunes de l'UE quittaient le domicile parental à un âge moyen de 26,2 ans, avec toutefois des disparités importantes entre pays du Nord et du Sud. Alors que dans les pays nordiques et baltes, cet âge est inférieur à 22 ans, dans les pays du Sud, il est supérieur à 30 ans, un groupe qui comprend la Grèce, la Croatie, l'Italie, l'Espagne et le Portugal (avec un « record » de 33,6 ans). En France et en Allemagne, pays d'Europe centrale, les jeunes quittent le domicile familial entre 23 et 24 ans.

Cette statistique à elle seule illustre clairement le phénomène du sans-abrisme invisible. Le surpeuplement, situation courante et croissante chez les personnes à faibles revenus, principalement les migrants et les réfugiés, en est une autre manifestation. Vivre en colocation ou louer une chambre, ce qui touche particulièrement les travailleurs qualifiés et les jeunes actifs, constitue une troisième forme de sans-abrisme caché.

Le rapport « Les sans-abri dans l'Union européenne » (O'Sullivan et al., 2023), publié par le Service de recherche du Parlement européen à la demande de la commission des pétitions (PETI), renforce l'idée que l'approche traditionnelle a échoué parce qu'elle traite le sans-abrisme comme un problème individuel (toxicomanes, maladie mentale, dépression nerveuse) alors qu'en réalité il s'agit fondamentalement d'un problème structurel d'accès au logement.

Cela signifie que, si auparavant ce phénomène se limitait aux personnes souffrant de graves addictions, de troubles mentaux ou de situations extrêmes de rupture sociale, il inclut désormais de plus en plus les personnes contraintes de quitter le marché locatif en raison de problèmes d'emploi : les travailleurs pauvres, les migrants occupant des emplois informels, les personnes âgées prisonnières du chômage de longue durée et les jeunes actifs occupant des emplois précaires qui les empêchent de quitter le domicile parental. Les familles monoparentales – dirigées par un homme ou une femme – constituent un autre sous-groupe à risque.

Cela signifie que la transformation du sans-abrisme depuis 2015 est non seulement quantitative mais aussi qualitative, car elle relie trois crises interdépendantes : la précarité sociale, la précarité de l'emploi et la difficulté d'accès au logement. Cela implique de reconnaître que l'emploi ne garantit plus nécessairement l'intégration résidentielle. Et que le nouveau sans-abrisme est de plus en plus lié aux travailleurs pauvres, un groupe vulnérable composé de personnes qui, malgré un certain lien avec le marché du travail, ne parviennent pas à se loger de façon stable. Un décalage apparaît entre l'insertion professionnelle et l'intégration résidentielle, deux phénomènes qui allaient de pair auparavant.

Cette fracture se caractérise par la gentrification et le déplacement des populations vers les périphéries. De nombreuses études urbaines documentent les processus d'expulsion vers les périphéries métropolitaines selon un schéma typique qui stratifie les problèmes sociaux comme une conséquence de la désintégration urbaine, elle-même précurseur du sans-abrisme.

Si les investissements immobiliers se concentrent sur les centres-villes, la hausse des loyers contraint les habitants à s'installer en périphérie, allongeant ainsi les temps de trajet domicile-travail. En Allemagne, les secteurs essentiels (soins, commerce, hôtellerie-restauration) rencontrent des difficultés croissantes pour se loger à proximité de leur lieu de travail.

5.1. La précarité résidentielle

Comme nous l'avons déjà noté, entre 2012 et 2015, en Europe du Nord et centrale, le secteur du logement locatif social a commencé à être perçu non pas comme une ressource universelle et temporaire pour accéder au logement, mais comme quelque chose de social et de permanent associé à l'exclusion sociale et aux « nouveaux pauvres », en particulier la population immigrée.

Si l'on analyse l'Allemagne et la France depuis 2015, on observe deux trajectoires distinctes mais convergentes : dans les deux pays, ce que certains sociologues appellent la précarité résidentielle (France) ou la précarité du logement (Allemagne) est en hausse. Cela n'entraîne pas systématiquement le sans-abrisme, mais implique une perte de stabilité résidentielle pour des segments de plus en plus importants des classes populaires et moyennes inférieures.

En Allemagne, les réformes du travail du début du siècle ont introduit les « mini-emplois », combinant emplois à bas salaires, contrats temporaires et travail à temps partiel forcé. Parallèlement, les loyers et les prix de l'immobilier ont augmenté bien plus rapidement que les salaires. Plusieurs études de l'Institut allemand de recherche économique (DIW Berlin) (Kohl et al., 2026) montrent une forte augmentation du poids du logement pour les ménages à revenus faibles et moyens. La part du revenu consacrée au logement a particulièrement augmenté chez les locataires urbains. Eurostat utilise l'indicateur « surcharge liée au logement », qui mesure les ménages consacrant plus de 40 % de leurs revenus au logement. En Allemagne, ce problème est particulièrement marqué chez les jeunes, les familles monoparentales, les travailleurs à bas salaires et les nouveaux arrivants, notamment dans les grandes villes comme Berlin, Munich, Hambourg et Francfort, qui ont connu de fortes hausses de loyer liées à la croissance démographique.

La France possède l'un des plus importants parcs de logements sociaux d'Europe. Cependant, les listes d'attente se sont considérablement allongées, la demande non satisfaite touchant notamment les travailleurs du secteur tertiaire, les familles monoparentales et les jeunes entrant sur le marché du travail – des groupes que l'on pourrait qualifier de classe moyenne inférieure, mais qui pensent ne pas pouvoir se loger dans le secteur privé en zone métropolitaine. Or, ces personnes commencent désormais à figurer parmi les demandeurs d'aide au logement.

La France possède l'un des plus importants parcs de logements sociaux d'Europe, avec plus de quatre millions de logements gérés par les HLM (Habitations à Loyer Modéré). Ce parc a longtemps servi d'amortisseur, mais son affaiblissement relatif entraîne une explosion des listes d'attente, témoignant d'une augmentation constante du nombre de demandeurs au cours de la dernière décennie, dépassant désormais largement les deux millions de ménages. La tension qui pèse sur le système de logement social révèle que la demande excède nettement l'offre, certains groupes étant les plus touchés : les travailleurs temporaires, les travailleurs indépendants, les familles monoparentales et les jeunes actifs. Cette situation est particulièrement prégnante en Île-de-France, à Lyon, Bordeaux, Toulouse et Nantes.

Alors que les jeunes ménages et les locataires du secteur privé sont contraints de recourir au marché, ils consacrent une part croissante de leurs revenus au logement, comme le montrent les études de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE, 2025).

Par conséquent, en Allemagne comme en France, le débat académique s'est progressivement déplacé de la « pénurie de logements » vers la sécurité du logement : la capacité des ménages à se loger convenablement sans compromettre indûment leur niveau de vie, leur mobilité sociale ou la stabilité de leur famille. Dans les deux pays, cette sécurité du logement s'est nettement dégradée au cours de la dernière décennie, même si la France a mieux réussi à en atténuer l'impact grâce à son parc de logements sociaux et à une intervention publique plus importante.

5.2. Précarité résidentielle et sans-abrisme invisible en Europe du Sud

L'Europe du Sud présente une particularité très importante par rapport au nord et au centre du continent : la déclassification sociale et la précarité résidentielle se manifestent souvent longtemps avant de se traduire par un sans-abrisme visible.

Alors que dans des pays comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, la rupture du logement peut mener assez rapidement à l'hébergement d'urgence ou au sans-abrisme, en Espagne, en Italie, au Portugal ou en Grèce, des mécanismes familiaux permettent d'atténuer cette situation. Cela réduit le nombre visible de sans-abri, mais amplifie considérablement les formes moins visibles d'exclusion résidentielle. Le fait de retarder le départ du domicile parental – dans tous ces pays, après 30 ans – ou les transferts de revenus provenant des pensions des parents contribuent également à masquer la précarité du logement.

La Grèce représente le cas le plus extrême de déclin social. Aucun autre pays européen n'a connu une contraction sociale comparable après la crise de la dette : une chute drastique des revenus, un chômage des jeunes extrêmement élevé, des coupes budgétaires dans les dépenses sociales et une explosion des saisies immobilières. Nulle part ailleurs le lien entre l'appauvrissement de la classe moyenne et l'exclusion du logement n'est aussi évident.

Le fait de dormir dans la rue constituait souvent la dernière étape visible d'une chaîne de dégradation résidentielle. Le retour au domicile parental, le surpeuplement et la cohabitation forcée de plusieurs générations en étaient les premières manifestations, rendues possibles par le fait que de nombreux ménages conservaient la propriété de leur maison familiale.

En Italie, l'expression « nuovi poveri abitativi » (nouveaux pauvres logés) désigne un problème répandu qui touche les mêmes groupes de population que dans d'autres pays. Le marché du travail et le marché du logement y sont fortement marqués par les disparités territoriales et une économie caractérisée par une faible croissance et une stagnation quasi totale des salaires. Milan, Rome, Bologne, Florence et Turin sont les villes où les prix sont particulièrement élevés. Les jeunes générations et une part importante de la population urbaine dépendent de la location, considérant le logement comme un moyen d'accumuler un patrimoine.

L’Espagne est le pays où la crise du logement s’est le plus rapidement aggravée ces dernières années. Destination touristique prisée avec près de 100 millions de visiteurs par an, le pays connaît des prix immobiliers exorbitants qui rendent même difficile le recrutement de personnel pour assurer les services pendant la haute saison, notamment aux Baléares et aux Canaries.

La reprise de l’emploi après la grave crise du logement a été marquée par de bas salaires, conséquence d’un chômage élevé. Le manque de logements sociaux, l’afflux d’immigrants (près de 500 000 personnes par an en moyenne), la rareté des constructions neuves, l’arrivée d’investisseurs institutionnels privilégiant la rentabilité par des contrats à court terme, et le développement des hébergements touristiques qui réduisent l’offre de logements locatifs résidentiels, sont autant de facteurs qui, conjugués, exercent une pression à la hausse sur les loyers. Pour toutes ces raisons, l’Espagne est sans doute le pays où le concept de précariat résidentiel trouve sa meilleure application.

De nombreuses études démontrent l’importance croissante des locations.
Des chambres occupées pendant de longues périodes, une émancipation retardée, des situations de cohabitation forcée et des déménagements fréquents. Et, bien sûr, l’impossibilité d’épargner suffisamment pour espérer devenir propriétaire.

Du côté positif, le fait que la famille continue de constituer un filet de sécurité réduit le nombre visible de sans-abri par rapport à certains pays du Nord, mais cela masque aussi des formes profondes de vulnérabilité résidentielle.

Le Portugal illustre également comment coexistent croissance économique, bas salaires, secteur touristique florissant, programme d’attraction des résidents étrangers et pression accrue sur le marché immobilier due à l’afflux d’investisseurs institutionnels. Lisbonne et Porto sont les villes où l’écart entre les prix et les salaires s’est le plus creusé, et où certaines classes moyennes traditionnelles commencent à rencontrer des difficultés d’accès au logement et subissent un exode périurbain forcé.

En résumé, les pays du Sud sont pris dans une spirale descendante qui touche des pans entiers de la classe moyenne et les jeunes générations, notamment ceux qui, bien que plus instruits, ont un accès limité au logement. Dépendance familiale, hébergement temporaire, précarité et insécurité du logement, surpeuplement et menace d'expulsion sont autant de symptômes de ce sans-abrisme invisible déjà évoqué.

Le nouveau phénomène de sans-abrisme en Europe du Sud ne résulte pas principalement d'une marginalisation extrême, mais de la dégradation progressive des conditions de vie de pans entiers de la population active, des jeunes et des ménages vulnérables. La réduction de la taille des logements et la précarité de l'habitat apparaissent comme des phénomènes structurels et préexistants, dont le sans-abrisme de rue constitue la manifestation la plus visible.

6. Sans-abrisme et femmes

Les femmes ont toujours été pauvres, pas seulement pendant « Non pas deux cents ans, mais depuis le commencement des temps », disait l'écrivaine britannique Virginia Woolf.

On estime qu'en 2026, la population mondiale dépassera les 8,3 milliards d'habitants. Parmi eux, environ 50 % sont des femmes, soit la moitié. Dès lors, il est impossible d'aborder la question du sans-abrisme sans intégrer une perspective de genre : combien de femmes sont sans domicile fixe, quel pourcentage représentent-elles, quelles sont les circonstances spécifiques auxquelles elles sont confrontées... Et ce, sans oublier l'invisibilité, la sujétion, l'exclusion et la discrimination dont les femmes sont et ont été victimes tout au long de l'histoire, simplement parce qu'elles sont des femmes.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la première difficulté rencontrée dans ce travail soit la sous-représentation des femmes dans les études et les rapports sur le sans-abrisme. Les données suggèrent que plus d'un tiers des personnes sans domicile fixe en Europe sont des femmes. En 2012, en Espagne, l'Institut national de la statistique (INE) estimait qu'environ 20 % des personnes sans domicile fixe étaient des femmes. Toutefois, ce chiffre doit être interprété avec prudence, car il masque l'invisibilité générale des femmes, comme mentionné précédemment.

De même, certaines données européennes indiquent que 30 % des personnes sans domicile fixe sont des femmes. Cependant, ce chiffre pourrait être largement sous-estimé, car plusieurs obstacles empêchent d'obtenir une image précise de la situation. Par exemple, les femmes préfèrent souvent ne pas recourir aux centres d'hébergement d'urgence et sollicitent fréquemment l'aide de leurs proches.

Ce manque de données s'explique aussi par le fait que les femmes développent souvent d'autres stratégies avant de dormir dans la rue : elles se réfugient dans des garages, des maisons abandonnées ou des lieux offrant une certaine protection. Nombre d'entre elles travaillent comme employées de maison logées, une situation choisie par beaucoup de migrantes seules, sans domicile fixe, famille ni réseau de soutien à proximité.

N'oublions pas qu'en outre, les inégalités de genre dont souffrent les femmes, tant dans la sphère publique que privée, affectent également les personnes LGBTQ+.

Les hommes qui vivent et dorment dans la rue sont généralement visibles, mais pas les femmes, ce qui souligne la complexité du problème des femmes sans-abri, une réalité souvent reléguée à l'oubli dans la recherche et la sensibilisation sociale.

Le fait que les expériences des femmes sans-abri, bien que souvent invisibles, soient fréquemment absentes des statistiques et des études contribue à une méconnaissance de l'ampleur réelle du problème. Selon les données publiées dans la Stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme en Espagne pour la période 2023-2030, le nombre de jeunes femmes de moins de 29 ans sans domicile fixe a augmenté de 36,1 % au cours des dix dernières années. Ces femmes se trouvent principalement en situation d'exclusion résidentielle cachée, vivant dans des logements insalubres ou dangereux.

D'après une projection publiée en Allemagne par l'Association fédérale d'aide aux sans-abri (BAG W), 74 % des sans-abri en 2024 étaient des adultes : 61 % d'hommes et 39 % de femmes. Les 26 % restants étaient des enfants et des jeunes de moins de 18 ans, hébergés pour la plupart en institution.

Les données présentées en 2024 par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ont révélé qu'entre 1,6 et 3 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas de logement décent. Ces données ont également montré que 60 % de ces personnes sans abri étaient des hommes et environ 30 % des femmes.

Il ne faut pas oublier le nombre croissant de femmes victimes de traite et contraintes à la prostitution en Europe ; on peut donc affirmer que le sans-abrisme et la prostitution sont profondément liés.

Comme indiqué précédemment, la vulnérabilité des femmes contraintes de dormir dans la rue est très élevée et elles sont souvent victimes d'exploitation sexuelle, qui constitue dans bien des cas un moyen de survie pour elles. Par ailleurs, le commerce du sexe engendre de graves situations de sans-abrisme. Différentes mesures législatives sont mises en œuvre pour lutter contre cette situation.

En Espagne ou en Suède, c'est le modèle abolitionniste qui vise à éradiquer la prostitution en pénalisant le proxénétisme et en concentrant le soutien social sur les victimes d'exploitation sexuelle afin qu'elles puissent accéder à des solutions de logement alternatives.

Le modèle réglementaire est celui de l'Allemagne et des Pays-Bas. Le travail du sexe y est considéré comme une activité économique réglementée. Il donne accès à certains droits du travail et de la santé, mais n'élimine pas l'exclusion en matière de logement.

Dans d'autres pays, comme la France, un modèle punitif est en place, imposant des amendes aux clients afin de réduire la demande. Mais en réalité, cela ne fait qu'inciter les travailleuses du sexe à fréquenter des lieux encore plus précaires et entrave l'aide aux personnes sans domicile fixe.

6.1. Causes spécifiques du sans-abrisme chez les femmes

Outre les causes générales du sans-abrisme, abordées dans d'autres chapitres de ce rapport – pauvreté, guerres, migrations, spéculation immobilière –, les violences sexistes constituent l'une des principales causes du sans-abrisme féminin. Malgré le manque d'études et de recherches sur ce sujet, nous savons que les violences sexistes sont étroitement liées au sans-abrisme féminin, car les femmes qui en sont victimes sont contraintes de quitter leur domicile et parce que les dispositifs de soutien aux victimes de violences sexistes ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs de protection et d'accompagnement, notamment en ne leur permettant pas de construire un projet de vie autonome. En 2012, selon les données de l'Institut national espagnol de la statistique (INE), 26 % des femmes ont quitté leur domicile en raison de violences à leur encontre ou à l'encontre de leurs enfants. Cependant, ces chiffres ne sont pas entièrement fiables et ce pourcentage atteint 60 % selon une étude présentée par l'association Aires en 2019.

N'oublions pas que, pendant des années, les tâches domestiques et les soins aux personnes ont été imposées aux femmes comme un impératif biologique. Et la répartition inégale entre les sexes du travail productif et reproductif a un impact considérable sur la pauvreté des femmes.

Les lois successorales discriminatoires envers les femmes dans de nombreux pays, les écarts de salaires dont souffrent les travailleuses, les politiques de crédit bancaire qui leur sont souvent préjudiciables, de nombreuses coutumes et traditions, et le manque de ressources économiques causé par des politiques étatiques qui nuisent aux femmes sont les causes les plus répandues du sans-abrisme chez les femmes.

6.2. Conséquences

Et si tout ce que nous avons mentionné représente les causes les plus fréquentes du sans-abrisme chez les femmes, les conséquences de la vie dans la rue ne sont pas moins importantes pour elles.

La première conséquence est une conséquence que nous avons également observée parmi les causes : la violence masculine.

Les femmes sans domicile fixe sont plus vulnérables aux violences sexistes et aux agressions sexuelles. Selon une étude de l'Université de Barcelone datant de 2019, 70 % d'entre elles ont subi des violences sexistes de la part de leur conjoint ou ex-conjoint. Par ailleurs, d'après l'Institut national espagnol de la statistique (INE, 2012), 24,2 % d'entre elles ont été victimes d'agressions sexuelles.

Soixante pour cent des femmes sans-abri déclarent avoir été victimes d'un crime ou d'un incident haineux motivé par l'aporophobie, contre 44 % chez les hommes. Outre les formes spécifiques de violence qu'elles subissent en tant que femmes, elles sont également beaucoup plus exposées aux crimes et incidents haineux, notamment l'intimidation, le harcèlement, les insultes et les agressions sexuelles.

Plusieurs études, comme le rapport du Réseau des organisations et centres d'intégration et d'assistance aux personnes marginalisées (RED FACIAM), soulignent que 60 % des femmes sans domicile fixe ont été victimes d'un crime, principalement d'agressions sexuelles. Selon un rapport de la Croix-Rouge d'avril 2016, 21 % ont subi des agressions sexuelles, 20 % du harcèlement ou du harcèlement criminel, et 35 % des humiliations.

Ces pourcentages sont systématiquement plus élevés que ceux des hommes et témoignent d'une exclusion sociale plus marquée et d'une détérioration de la santé plus importante, dues à la rareté des ressources spécifiques destinées aux femmes et au nombre réduit de places qui leur sont réservées dans les centres d'hébergement et les logements sociaux. Par conséquent, une prise en compte accrue du genre est indispensable lors de la conception et de la mise en œuvre de mesures de lutte contre le sans-abrisme.

Voici une autre conséquence du sans-abrisme chez les femmes : la détérioration de leur santé mentale. Les femmes vivant dans la rue présentent des caractéristiques, des besoins et des parcours de vie nettement plus vulnérables que les hommes dans la même situation. Cela s'explique notamment par le fait qu'elles subissent une détresse psychologique, une dégradation de leur santé et une insécurité bien plus importantes. Elles souffrent davantage de détresse psychologique. Les femmes présentent des taux d'anxiété plus élevés (avec une prévalence pouvant atteindre 50 % dans certaines études menées auprès de personnes sans domicile fixe), et la dépression est presque trois fois plus fréquente chez les femmes que chez les hommes.

Cela entraîne une dégradation considérable de la santé physique et mentale. De plus, les femmes actives sont confrontées à des risques psychosociaux et physiques spécifiques, notamment une charge de travail excessive et un emploi précaire.

Les études scientifiques existantes confirment que les femmes dans cette situation ont une santé plus fragile et un âge moyen plus bas. De plus, elles sont plus souvent accompagnées d'enfants, ce qui engendre davantage d'inquiétudes et de souffrances.

Au Danemark, plusieurs études et enquêtes ont été menées sur la situation psychiatrique des personnes sans domicile fixe et les liens entre sans-abrisme et santé mentale, faisant du pays une référence internationale dans ce domaine. Selon ces études, qui établissent un lien entre la situation des personnes sans domicile fixe, la recherche psychiatrique et les statistiques criminelles, le risque de victimisation par des crimes violents est 3,6 fois plus élevé chez les hommes sans domicile fixe que dans la population générale, et 7,2 fois plus élevé chez les femmes sans domicile fixe, soulignant ainsi le risque accru auquel sont confrontées les femmes. Il convient de noter qu'une étude américaine menée auprès de personnes LGBTQ+ suggère qu'elles sont également exposées à des risques similaires.

6.3. Que faire ?

Il est clair que mettre fin au sans-abrisme féminin est indissociable de l'éradication du sans-abrisme pour tous. Cela exige une transformation radicale des politiques sociales, culturelles et économiques dans la plupart des pays du monde. Il faut une refonte complète des politiques de logement et la mise en œuvre de mesures visant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes, les inégalités et la pauvreté. En bref, cela requiert une transformation sociale profonde.

Mais que faire concrètement ? Quelles solutions existent à court terme pour s'attaquer à ce problème ? Un rapport européen souligne les limites des données sur le sans-abrisme, qui donnent une image trompeuse des groupes démographiques à risque. Par conséquent, la première et la plus fondamentale tâche serait d'améliorer la collecte de données, ce qui constitue précisément l'un des objectifs que se sont fixés les États membres de l'UE pour renforcer les données empiriques et leur engagement à mettre fin au sans-abrisme d'ici à 2030.

Au-delà de la collecte de données, la prise en compte de la diversité des expériences des personnes sans abri par le biais d'une recherche accrue, d'interventions ciblées et de mesures de prévention, en mettant l'accent sur le logement, est un autre élément clé pour atteindre l'objectif de 2030.

D'après une étude menée en septembre 2025 par Santiago Riesco (Riesco Pérez, 2025), les programmes de logement accompagné, tels que « Logement d'abord » et « Logement piloté », sont efficaces. Le nombre moyen de logements attribués à ces programmes a atteint 1 086, soit une augmentation de 63,1 % par rapport à 2022. En décembre, ces logements étaient occupés par 2 146 personnes, dont 647 femmes, représentant 30,1 % du taux d'occupation total de ces programmes. Ce pourcentage est nettement supérieur aux 24,6 % enregistrés pour l'ensemble du réseau de logements sociaux, ce qui indique que ces modèles offrent une voie d'accès plus stable et plus accessible à l'intégration sociale des femmes.

L'accès à un logement abordable demeure un obstacle majeur à l'éradication du sans-abrisme. Les interventions « Logement d'abord », qui offrent un logement permanent et abordable sans conditions préalables, assorti de services de soutien, améliorent considérablement la stabilité du logement et ont contribué à la diminution du sans-abrisme en Finlande et au Danemark. Les données relatives aux solutions de logement pour les femmes victimes de violence conjugale suggèrent que l'hébergement d'urgence et le logement à long terme sont associés à une réduction du stress lié au logement et à une amélioration de la santé mentale. Ces données soulignent l'importance de prendre en compte les vulnérabilités spécifiques associées au sans-abrisme chez les femmes grâce à des services ciblés et une collaboration étroite avec le secteur de la lutte contre les violences conjugales.

Housing First Europe recommande d'adapter les services Housing First destinés aux femmes afin de tenir compte de leurs expériences spécifiques : prendre en considération les problèmes de sécurité liés à la violence domestique, concevoir des services adaptés aux femmes en formant le personnel à soutenir les victimes de violence domestique et sexuelle, et créer un effectif diversifié en termes de genre.

Outre l'hébergement, le rapport de l'INE précise que la majorité des centres proposaient des services de base tels que l'information et l'accueil (84,4 %) ainsi que le soutien et l'assistance sociale (80,1 %). Les services de restauration ont également connu une forte croissance, avec une moyenne de 70 343 repas servis par jour (petit-déjeuner, déjeuner ou dîner), soit 36,9 % de plus qu'en 2022.

Augmenter le nombre de places pour les femmes sans-abri dans le réseau d'hébergement est une autre tâche urgente afin de pouvoir les prendre en charge avec les mesures appropriées à leur situation particulière.

Le renforcement des mesures visant à une plus grande spécialisation dans la prise en charge des besoins des femmes victimes de violences sexistes constitue une autre mesure prioritaire.

Ces mesures devraient être mises en œuvre par des organismes publics et considérées comme un service public puisqu'elles profitent à la société dans son ensemble.

7. Types et insuffisance de l'aide

Comme nous l'avons souligné tout au long du rapport, le sans-abrisme demeure un problème social répandu. Malgré l'existence de plusieurs systèmes de protection sociale en Europe, les données montrent une augmentation du nombre de personnes sans domicile fixe, due à divers facteurs tels que la pauvreté, le chômage, l'exclusion sociale, les difficultés d'accès au logement, les violences sexistes, etc.

On estime qu'en 2026, la population mondiale dépassera les 8,3 milliards d'habitants. Parmi eux, environ 50 % sont des femmes, soit la moitié. Dès lors, il est impossible d'aborder la question du sans-abrisme sans intégrer une perspective de genre : combien de femmes sont sans domicile fixe, quel pourcentage représentent-elles, quelles sont les circonstances spécifiques auxquelles elles sont confrontées... Et ce, sans oublier l'invisibilité, la sujétion, l'exclusion et la discrimination dont les femmes sont et ont été victimes tout au long de l'histoire, simplement parce qu'elles sont des femmes.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la première difficulté rencontrée dans ce travail soit la sous-représentation des femmes dans les études et les rapports sur le sans-abrisme. Les données suggèrent que plus d'un tiers des personnes sans domicile fixe en Europe sont des femmes. En 2012, en Espagne, l'Institut national de la statistique (INE) estimait qu'environ 20 % des personnes sans domicile fixe étaient des femmes. Toutefois, ce chiffre doit être interprété avec prudence, car il masque l'invisibilité générale des femmes, comme mentionné précédemment.

De même, certaines données européennes indiquent que 30 % des personnes sans domicile fixe sont des femmes. Cependant, ce chiffre pourrait être largement sous-estimé, car plusieurs obstacles empêchent d'obtenir une image précise de la situation. Par exemple, les femmes préfèrent souvent ne pas recourir aux centres d'hébergement d'urgence et sollicitent fréquemment l'aide de leurs proches.

La typologie européenne la plus utilisée pour classifier les situations de sans-abrisme est l'ETHOS (Typologie européenne du sans-abrisme et de l'exclusion du logement), déjà mentionnée dans ce rapport, élaborée par la FEANTSA (Fédération européenne des organisations nationales travaillant avec les sans-abri). Cette classification distingue :

1. Toiture sans toit
2. sans-abri
3. Logements précaires
4. Logements inadéquats

Cette conception large nous permet de comprendre que le problème ne se limite pas seulement aux personnes qui vivent dans la rue, mais aussi à celles qui n'ont pas de logement décent, aux personnes menacées d'expulsion, aux personnes victimes de violences sexistes, aux personnes sortant de prison, aux migrants en situation de logement précaire, etc.

Ces catégories conceptuelles sont divisées en 13 catégories opérationnelles.

1. SANS ABRI (ROOFLESS)

Catégorie opérationnelle	Situation résidentielle	Définition
1. Personnes vivant dans la rue	1.1 Espace public ou extérieur	Elles vivent dans la rue ou dans des espaces publics sans abri qui pourraient être considérés comme un logement.

2. SANS LOGEMENT (HOUSELESS)

Catégorie opérationnelle	Situation résidentielle	Définition
2. Personnes en hébergement d'urgence	**2.1** Abri de nuit	Personnes sans résidence habituelle qui utilisent des abris de nuit ou des ressources d'urgence.
3. Hébergement pour personnes sans logement	**3.1** Hébergement d'urgence **3.2** Hébergement temporaire **3.3** Hébergement avec soutien transitoire	Séjour prévu comme temporaire.
4. Centres d'accueil pour femmes	**4.1** Centre d'accueil pour femmes	Femmes accueillies en raison de violences fondées sur le genre, avec un séjour prévu comme temporaire.
5. Hébergement pour migrants	**5.1** Centres d'accueil ou hébergement temporaire **5.2** Hébergement pour travailleurs migrants	Hébergement temporaire en raison d'une situation migratoire.
6. Personnes sur le point de quitter des institutions	**6.1** Établissements pénitentiaires **6.2** Établissements médicaux **6.3** Centres pour mineurs	Elles ne disposent pas de logement au moment de quitter l'institution. Elles restent plus longtemps que nécessaire en raison d'un manque de logement. Elles n'ont pas de logement identifié au moment de quitter le centre.
7. Personnes bénéficiant d'un soutien résidentiel de longue durée	**7.1** Centres résidentiels pour personnes âgées sans logement **7.2** Hébergement avec soutien pour personnes précédemment sans logement	Hébergement de longue durée avec soutien. Généralement plus d'un an.

3. LOGEMENT PRÉCAIRE (INSECURE)

Catégorie opérationnelle	Situation résidentielle	Définition
8. Personnes en hébergement précaire	**8.1** Temporairement chez des membres de la famille ou des amis	Elles résident provisoirement chez d'autres personnes faute de disposer de leur propre logement.
	8.2 Sans contrat légal de location ou de sous-location	Occupation d'un logement sans droit légal de jouissance.
	8.3 Occupation illégale de terrains	Utilisation de terrains sans droits légaux.
9. Personnes menacées d'expulsion	**9.1** Ordre judiciaire d'expulsion concernant un logement locatif	Il existe un ordre d'expulsion exécutoire.
	9.2 Ordre d'exécution hypothécaire	Il existe un ordre légal de recouvrement du logement.
10. Personnes menacées par la violence	**10.1** Incidents signalés à la police	Situations dans lesquelles l'intervention policière vise à garantir la sécurité des victimes de violences fondées sur le genre.

4. LOGEMENT INADÉQUAT (INADEQUATE)

Catégorie opérationnelle	Situation résidentielle	Définition
11. Personnes vivant dans des structures temporaires ou non conventionnelles	**11.1** Habitations mobiles	Non conçues comme résidence habituelle.
	11.2 Bâtiments non conventionnels	Constructions improvisées, baraques ou cabanes.
	11.3 Structures temporaires	Cabanes ou abris semi-permanents.
12. Personnes vivant dans des logements non habitables	**12.1** Logements occupés non habitables	Définis comme non habitables selon la législation ou la réglementation en matière de construction.
13. Personnes vivant dans des conditions de surpeuplement extrême	**13.1** Niveau maximal national de surpeuplement	Dépassent les normes nationales en matière de densité d'occupation par surface ou par nombre de pièces disponibles.

Tableau 5. Source : FEANTSA

Comme indiqué dans les chapitres précédents, le modèle « Logement d'abord » représente l'innovation la plus importante de ces dernières décennies en matière de conception et de mise en œuvre des services destinés aux personnes sans abri. Ce modèle « utilise le logement comme point de départ plutôt que comme finalité (Pleace, 2016) », ce qui signifie que l'hébergement est fourni avant toute autre forme de soutien ou d'intervention sociale.

En d'autres termes, l'accès au logement est la première ressource à garantir aux personnes sans abri, complétée ensuite par des interventions visant à améliorer leur santé, leur bien-être et leurs réseaux de soutien social. Cette approche contraste avec le modèle traditionnel par paliers, qui suppose que les personnes doivent d'abord démontrer leur aptitude à accéder au logement. Dans ce modèle, l'accent est mis initialement sur l'intervention sociale et thérapeutique, exigeant des usagers qu'ils remplissent certaines conditions – telles que l'abstinence d'alcool et d'autres substances, le respect des traitements médicaux ou psychologiques et la participation à des programmes d'insertion sociale – avant de leur proposer un logement stable (Pleace, 2016).

Le modèle de transition progressive vise à aider les personnes sans domicile fixe à acquérir graduellement les compétences nécessaires pour accéder à un logement autonome et le conserver. Pour ce faire, il encourage la prise en charge des problèmes de santé mentale, la modification des comportements jugés incompatibles avec la stabilité résidentielle et, surtout, l'abstinence d'alcool et de drogues. L'accès à un logement permanent est considéré comme l'étape finale d'un processus progressif d'intervention et de réinsertion.

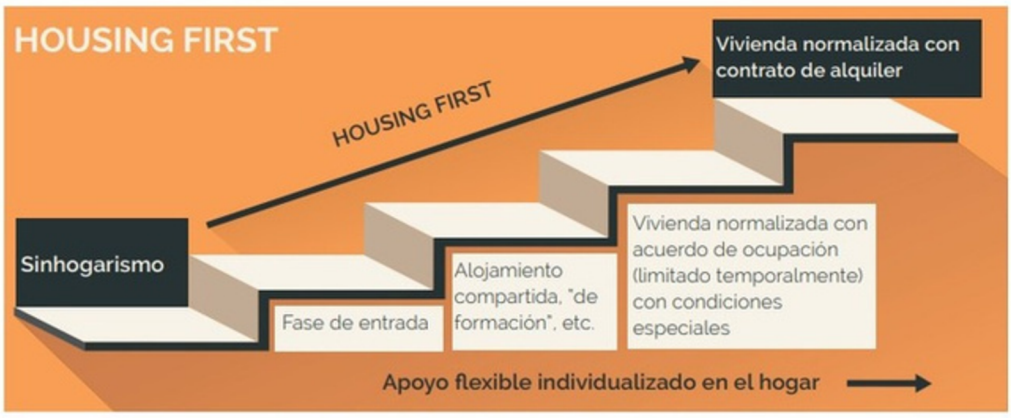


Figure 1. Synthèse des différences entre le programme « Logement d'abord » et les services d'aide à l'accès aux escaliers. Source : Please, 2016

L’approche « Logement d’abord », développée par le Dr américain Sam Tsemberis au début des années 1990, privilégie l’accès immédiat à un logement permanent et indépendant comme point de départ de l’intervention. Ce modèle propose un logement stable au sein de la communauté, ainsi que des services de soutien mobiles adaptés aux besoins de chaque personne. L’accès au logement et son maintien ne sont pas conditionnés par l’abstinence d’alcool ou d’autres drogues, ni par l’acceptation de traitements spécifiques. De plus, la perte d’un logement n’entraîne pas l’exclusion du programme ; dans ce cas, les services continuent d’offrir un soutien à la recherche d’un nouveau logement et à la stabilisation de celui-ci.

Dans cette perspective, le logement est conçu comme un droit fondamental et non comme une récompense liée au respect de certaines conditions.

Dès l'octroi de l'accès au logement, un accompagnement flexible est mis en place afin de favoriser le maintien du logement, l'amélioration de la santé et du bien-être, ainsi que l'intégration sociale, garantissant aux usagers un haut degré d'autonomie, de choix et de contrôle sur leur propre vie.

Compte tenu des résultats positifs obtenus avec le programme « Logement d'abord », notamment aux États-Unis et au Canada, ce modèle d'intervention sociale est également appliqué en Europe.

À cet égard, il est important de tenir compte de la diversité des contextes des pays européens, ce qui rend difficile une analyse exhaustive de la mise en œuvre du modèle « Logement d'abord » dans chacun d'eux. Les différences en matière de systèmes de protection sociale, de cadres juridiques, de politiques du logement, de disponibilité de logements abordables, de modèles de prise en charge du sans-abrisme et de caractéristiques socio-économiques influencent toutes la conception, le développement et les résultats de cette approche. Par conséquent, la mise en œuvre du modèle « Logement d'abord » présente des caractéristiques uniques qui reflètent les spécificités de chaque contexte national.

Par conséquent, les comparaisons entre pays doivent être interprétées avec prudence, car les résultats obtenus ne sont pas directement extrapolables en raison des différences structurelles et méthodologiques existantes.
Le concept de « Logement d'abord » en Europe peut être défini par huit principes fondamentaux, basés sur les principes développés par le Dr Sam Tsemberis, créateur à New York du premier service « Logement d'abord » :

- Le logement est un droit humain
- Sélection et contrôle des utilisateurs
- Séparation et traitement en matière de logement
- Orientation vers le rétablissement
- Réduction des dommages
- Engagement actif sans coercition
- Planification centrée sur la personne
- Un soutien flexible est disponible aussi longtemps que nécessaire.

Les résultats européens montrent que le modèle « Logement d'abord » est plus efficace pour faciliter l'accès au logement et son maintien. De plus, ce modèle peut s'avérer plus rentable en réduisant le recours aux ressources publiques coûteuses, telles que les services médicaux et psychiatriques d'urgence, les séjours prolongés en centres d'hébergement pour personnes sans domicile fixe et les interactions avec le système judiciaire. Le modèle « Logement d'abord » répond également à diverses préoccupations éthiques et humanitaires liées aux modèles traditionnels en considérant le logement comme un droit fondamental et en supprimant les conditions préalables d'abstinence ou de traitement obligatoire pour y accéder.

Comme indiqué précédemment, les données sur le sans-abrisme en Europe sont largement sous-représentées et doivent donc être interprétées avec prudence. Cette sous-représentation s'explique par plusieurs facteurs, notamment les différences de définitions, de méthodes de collecte de données, de couverture des registres administratifs et la difficulté à comptabiliser certaines situations d'exclusion résidentielle, en particulier celles qui restent invisibles ou non enregistrées (comme les migrants sans papiers) ou qui concernent des personnes n'ayant pas accès aux services de soutien. Par conséquent, les chiffres disponibles donnent une approximation du phénomène, mais ne reflètent pas nécessairement son ampleur réelle.

Le Housing First Europe Hub dispose d'un vaste réseau de partenaires, réunissant 49 partenaires issus de 24 pays d'Europe et d'autres régions, formant une communauté dynamique et intersectorielle engagée à générer un changement durable.



Figure 2. Source : Housing First Europe

Dans la littérature scientifique européenne, on distingue généralement deux dimensions principales : la source de l'offre de logements et le modèle résidentiel.

A) La source de l'offre de logements

Cette classification fait référence à l'origine des logements utilisés par le programme :

- Logements sociaux : ces logements appartiennent à l'administration publique ou à des sociétés de logement social. Ce modèle est courant dans les pays disposant d'un important parc de logements sociaux, ce qui facilite la mise en œuvre du principe « Logement d'abord ».
- Logements privés : les logements proviennent du marché locatif privé. Les organismes de gestion concluent des accords avec des propriétaires privés ou des agences immobilières afin de faciliter l'accès des participants.
- Modèle mixte : ce modèle combine logements publics et privés, offrant une plus grande flexibilité pour répondre à l'offre de logements existante dans chaque zone. La plupart des pays européens utilisent ce modèle, en l'adaptant à leur contexte spécifique.

B) Modèle résidentiel

Cette classification s'intéresse à la manière dont les logements sont répartis :

Logements dispersés : les personnes vivent dans des maisons individuelles réparties dans différents quartiers de la communauté, s'intégrant ainsi à un environnement résidentiel ordinaire. Ce modèle est celui qui ressemble le plus à la proposition initiale de Logements d'abord développée par Pathways to Housing. Logements collectifs : plusieurs participants résident dans le même immeuble ou complexe résidentiel, chacun disposant d'un appartement indépendant. Les services de soutien sont généralement fournis au sein même de l'immeuble, ce qui facilite l'accompagnement. Cependant, certains auteurs soulignent que ce modèle peut limiter l'intégration communautaire par rapport aux logements dispersés.

Le cas européen le plus marquant est celui de la Finlande, l'un des rares pays européens à avoir réussi à réduire durablement le nombre de sans-abri. Ce résultat a été obtenu en faisant du « Logement d'abord » la pierre angulaire de la politique nationale de lutte contre le sans-abrisme dès 2008. L'implication de la Fondation Y a été cruciale pour la consolidation du « Logement d'abord », tout comme celle d'ARA, le Centre finlandais de financement et de développement du logement, qui a financé de nouveaux logements et rénové des biens existants, en plus de conseiller les municipalités en matière de logement.

D'après les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Housing First Europe Hub, le nombre total de personnes sans domicile fixe est passé de plus de 8 000 en 2008 à environ 4 000 ces dernières années, soit une réduction de près de 50 %. De même, le nombre de personnes sans domicile fixe de longue durée a diminué d'environ 68 % entre 2008 et 2022, passant d'environ 3 500 à environ 1 000.

En conséquence, le recours aux hébergements d'urgence et temporaires, tels que les refuges, les auberges et les logements de transition, a considérablement diminué en Finlande.

---

[2] En 2016, la fondation Y de Finlande, en collaboration avec FEANTSA, a créé le Housing First Europe Hub. Il convient toutefois de noter qu'en Finlande, aucun service n'est offert aux migrants en situation administrative irrégulière.

Entre 2008 et 2017, le nombre de personnes sans domicile fixe hébergées en centres d'accueil ou en maisons d'hôtes a diminué de 76 %. Cette baisse est attribuée à la généralisation des stratégies de prévention, ainsi qu'au remplacement des anciens modèles de logements collectifs avec services par l'approche « Logement d'abord » et l'accès direct au logement, qui ont largement supplanté les centres d'hébergement d'urgence (Boone et al., 2021 ; Housing Europe Hub).

En France, les évaluations du programme « Un Chez-Soi d'Abord », mené par la délégation interministérielle au logement et à l'accès au logement, ont montré qu'environ 85 % des participants conservaient un logement stable deux ans après leur intégration au programme, tout en constatant une amélioration de leur santé mentale, de leur intégration sociale et de leur qualité de vie. Ce programme, initialement mis en œuvre dans quatre villes, s'est depuis étendu à plus de 40 villes et a permis de proposer plus de 3 000 logements d'abord.

De plus, des unités spécialisées ont été créées, telles que :

- Youth Housing First (UCSD Jeunes) : Lancé en 2021, ce programme s'adresse aux jeunes confrontés à de graves problèmes de santé mentale et à une vulnérabilité prolongée.
- Programme pilote en milieu rural (2025) : Une nouvelle initiative expérimentale est en cours de développement pour mettre en œuvre le concept de Logement d'abord en milieu rural, en utilisant des dispositifs de 25 places conçus pour les territoires à faible densité de population.

Par ailleurs, l'intégration de pairs aidants – personnes ayant une expérience vécue de situations similaires – au sein des équipes du programme Logement d'abord est encouragée à l'échelle nationale. Cette stratégie renforce une approche fondée sur les droits, la participation et les processus de rétablissement personnel (Dihal, 2017 ; Housing First Europe Hub).

En Espagne, la mise en œuvre de l'approche « Logement d'abord » a débuté en 2014 avec le projet Habitat, promu par HOGAR SÍ3 en collaboration avec Provivienda. Cette initiative a constitué la première expérience systématique d'application de cette méthodologie dans le pays et a été initialement développée comme un projet pilote national dans les villes de Madrid, Barcelone et Malaga.

S’appuyant sur cette expérience pionnière, le modèle s’est progressivement étendu, atteignant plus de 500 logements « Logement d’abord » dans différentes régions d’Espagne.

Les résultats obtenus par le projet Habitat sont conformes aux données internationales, faisant état de taux élevés de maintien du logement et d’améliorations significatives dans des domaines tels que l’autonomie personnelle, la santé, le bien-être et l’intégration communautaire des participants (HOGAR SÍ, 2019 ; Pleace et al., 2019). Ces résultats ont contribué à consolider le modèle « Logement d’abord » comme une alternative efficace aux modèles traditionnels de lutte contre l’itinérance.

Inspirée par le succès de cette expérience, la mairie de Barcelone a lancé en 2015 Primer la Llar, le premier service public « Logement d’abord » en Espagne. Ce programme a marqué une étape importante dans l’intégration de ce modèle aux politiques publiques de lutte contre le sans-abrisme et a facilité son déploiement ultérieur dans d’autres villes et communautés autonomes.

L’Espagne dispose également de la Stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme 2023-2030, qui encourage la transformation du modèle de prise en charge traditionnel, historiquement axé sur les structures résidentielles et institutionnelles telles que les centres d’hébergement et d’accueil, vers une approche communautaire privilégiant l’accès à un logement stable. Cette stratégie vise à fournir un accompagnement personnalisé, adapté aux besoins de chaque personne, afin de favoriser son autonomie, son inclusion sociale et sa participation à la vie communautaire, conformément à la Stratégie nationale pour un nouveau modèle de prise en charge communautaire.

Au Portugal, l’approche « Logement d’abord » a été mise en œuvre dès 2009 avec le programme Casas Primeiro, initialement développé à Lisbonne. Les évaluations ont montré des taux d’entretien des logements supérieurs à 85 %, ainsi que des améliorations en matière de santé, d’intégration sociale et une diminution du recours aux services d’urgence. Ces résultats ont facilité l’expansion progressive du modèle à d’autres villes du pays (Ornelas et al., 2019).

La Stratégie nationale pour l'intégration des personnes sans abri (2017-2023) a officiellement reconnu le concept de « Logement d'abord » comme une solution innovante et prometteuse au problème du sans-abrisme, en promouvant activement sa mise en œuvre sur l'ensemble du territoire portugais.

En 2024, le Portugal comptait 13 projets « Logement d'abord » répartis dans 10 villes.

Bien que la Stratégie nationale apporte une reconnaissance institutionnelle et un soutien aux équipes locales chargées de sa mise en œuvre, la pérennité à long terme de ces programmes dépend toujours d'une combinaison de financements publics et privés (Housing First Hub Europe).

La Grèce a récemment intégré le concept de « Logement d'abord » à ses stratégies de lutte contre le sans-abrisme et l'exclusion du logement. Bien que sa mise en œuvre soit moins avancée que dans d'autres pays européens, des projets pilotes menés dans des villes comme Athènes ont donné des résultats prometteurs en matière de stabilité résidentielle et d'accès aux services d'accompagnement, contribuant ainsi à positionner le « Logement d'abord » comme une alternative novatrice au sein des politiques sociales du pays.

Les données internationales montrent que les programmes « Logement d'abord » atteignent généralement des taux d'occupation de 80 % à 90 %, nettement supérieurs à ceux des modèles traditionnels fondés sur l'hébergement temporaire ou l'intégration progressive. Ces résultats ont fait du « Logement d'abord » une référence pour les politiques publiques de lutte contre le sans-abrisme dans au moins 19 pays européens.

Au niveau supranational, la Commission européenne a encouragé plusieurs initiatives visant à coordonner les réponses des États membres. Parmi celles-ci, la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme, créée en 2021, se distingue. Elle a pour objectif de promouvoir l'échange de bonnes pratiques et de progresser vers l'éradication du sans-abrisme dans l'Union européenne. De même, le Parlement européen a exhorté à plusieurs reprises les États membres à renforcer leurs politiques de logement social et la prévention de l'exclusion résidentielle.

La plupart des pays européens disposent de stratégies nationales ou de cadres spécifiques pour lutter contre le sans-abrisme. De même, le modèle « Logement d'abord », initialement un programme pilote dans certaines régions, est devenu une référence en matière de politiques publiques d'inclusion résidentielle dans de nombreux pays européens. Toutefois, des disparités importantes persistent quant à la mise en œuvre, au financement et à la couverture de ces programmes.

Malgré le succès de la mise en œuvre du principe « Logement d'abord » dans divers pays, les politiques publiques européennes destinées aux personnes sans abri restent insuffisantes et se heurtent à d'importantes limitations. L'une des principales est l'insuffisance des investissements dans le logement social (voir chapitre 1).

Dans de nombreux pays, l'offre de logements sociaux est nettement inférieure à la demande, ce qui freine la réinsertion des personnes sans domicile fixe. La hausse des prix et des loyers dans les grandes villes européennes a aggravé cette situation, augmentant le risque d'exclusion du logement, même parmi les personnes ayant un emploi.

Une autre faiblesse majeure réside dans la fragmentation institutionnelle. Les responsabilités liées à l'itinérance sont souvent réparties entre différents paliers gouvernementaux et de multiples organismes publics, ce qui entrave la coordination des actions. De plus, les politiques publiques tendent à privilégier la gestion des conséquences du problème plutôt que ses causes structurelles, telles que la pauvreté, la précarité de l'emploi, la pénurie de logements abordables ou les problèmes de santé mentale.

Des organisations spécialisées, notamment la FEANTSA, ont également souligné la nécessité de renforcer les politiques de prévention. Parmi les mesures proposées figurent l'augmentation du parc de logements sociaux, le renforcement des systèmes de protection sociale, la prévention des expulsions et l'amélioration des services de soutien communautaire. Ces actions permettraient de réduire le nombre de personnes sans abri et de promouvoir des solutions plus durables.

Il est également important de noter que la financiarisation et la marchandisation du logement ont imprégné la sphère sociale, transposant la logique du marché financier aux politiques sociales. De ce fait, le logement a été commercialisé, transformant un bien social, qui devrait garantir un droit fondamental, en un actif soumis aux lois du marché.

En conclusion, les politiques publiques européennes ont évolué, passant de modèles axés sur l'aide d'urgence à des approches plus globales fondées sur l'accès au logement et l'inclusion sociale (comme le principe du « logement d'abord »). Toutefois, la persistance du sans-abrisme démontre l'insuffisance des mesures actuelles. La pénurie de logements abordables, le financement public limité et le manque de coordination institutionnelle constituent toujours des obstacles majeurs. Par conséquent, les experts s'accordent à dire que l'éradication du sans-abrisme exige des politiques publiques préventives plus ambitieuses, visant à la reconnaissance effective du droit au logement.

8. Invisibilité et criminalisation

Les personnes sans-abri passent souvent par des processus de l'invisibilité sociale et la criminalisation accentuent leur exclusion sociale et les tiennent à l'écart des espaces de participation sociale, politique et économique (Busch-Geertsema et al., 2010). Autrement dit, leurs voix et leurs revendications ne sont pas entendues dans les instances décisionnelles et reçoivent peu d'attention de la part des institutions.

En ce sens, la participation des personnes concernées à la conception et à l'évaluation des politiques publiques est très limitée. Cela les empêche d'influer activement sur leurs propres conditions de vie.

De plus, comme nous l'avons souligné, la difficulté à obtenir des données précises sur les différents types de personnes sans domicile fixe contribue à leur invisibilité. La typologie ETHOS développée par la FEANTSA a mis en évidence que de nombreuses situations de sans-abrisme restent cachées, notamment celles liées à des logements insalubres, temporaires ou inadéquats (Edgar et al., 2004).

Les stéréotypes sociaux contribuent également à l'invisibilité et à la criminalisation des personnes sans domicile fixe. On a souvent tendance à les tenir pour responsables de leur situation, en évoquant un manque de volonté de travailler, la toxicomanie ou d'autres circonstances. Or, comme le démontre ce rapport, le sans-abrisme est une réalité bien plus complexe, liée à des causes structurelles telles que les inégalités sociales, la pauvreté, le chômage, la pénurie de logements abordables, les violences sexistes, l'exclusion sociale, la précarité de l'emploi, etc.

La criminalisation des personnes sans domicile fixe et leur expulsion des espaces publics contribuent à leur exclusion sociale. Autrement dit, les réglementations visant à éloigner les personnes sans domicile fixe des espaces publics, en les reléguant dans des zones périphériques des villes, sous prétexte de sécurité ou de vie en société, contribuent à aggraver leur appauvrissement.

De plus, une architecture urbaine hostile contribue à la criminalisation de la pauvreté. Ces stratégies urbaines, conçues pour empêcher les personnes de s'attarder ou de se reposer dans les espaces publics, illustrent comment certaines villes tentent de détourner l'attention de la pauvreté de certains environnements urbains (Housing Rights Watch, 2017). Ces pratiques portent atteinte à la dignité des personnes concernées et renforcent leur exclusion sociale.

Cette criminalisation est renforcée par la manière dont les forces de l'ordre traitent les personnes sans domicile fixe : contrôles fréquents, expulsions des campements informels et sanctions administratives. Ces actions, bien que généralement protégées par la loi, engendrent un sentiment d'insécurité chez les personnes concernées et une méfiance envers les services sociaux, ce qui constitue un obstacle supplémentaire à l'accès aux aides spécifiques.

L'invisibilité et la criminalisation des personnes sans domicile fixe se manifestent non seulement par des politiques restrictives ou des attitudes de rejet social, mais aussi par diverses formes de violence. Les personnes vivant dans la rue courent un risque considérablement plus élevé de subir des violences physiques, verbales et psychologiques en raison de leur vulnérabilité et de leur exposition constante dans l'espace public (FRA, 2018).

Selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), une part importante des personnes sans domicile fixe déclarent avoir subi des menaces, des insultes ou des agressions physiques en raison de leur situation de logement. De plus, l'absence de mécanismes d'enregistrement spécifiques fait que nombre de ces incidents restent invisibles et ne sont pas inclus dans les statistiques officielles (FRA, 2018).

L'organisation FEANTSA alerte sur la persistance des crimes de haine envers les personnes sans domicile fixe en Europe. L'Observatoire européen du sans-abrisme a recensé, entre 2008 et 2020, plus de 400 décès violents de personnes sans domicile fixe dans différents pays européens, souvent liés à des agressions physiques, des incendies criminels ou des attaques perpétrées alors que les victimes dormaient dans la rue (FEANTSA, 2021). La France, l'Allemagne, la Pologne, le Royaume-Uni et l'Espagne figurent parmi les pays où ce type d'incidents est le plus fréquemment signalé.

En Espagne, le rapport « Aporophobie et crimes de haine » du ministère de l'Intérieur révèle que les personnes vivant dans la pauvreté et l'exclusion sociale figurent parmi les groupes les plus vulnérables aux crimes motivés par le rejet social. Bien que les chiffres officiels restent inférieurs à l'ampleur réelle du problème en raison de la sous-déclaration, les données montrent une augmentation des incidents liés à l'aporophobie, définie comme le rejet des personnes pauvres ou exclues (ministère de l'Intérieur, 2023).

La violence institutionnelle constitue une autre dimension importante. Plusieurs rapports européens ont mis en lumière des situations d'expulsions forcées de quartiers informels, de confiscation de biens personnels et d'interventions policières qui touchent de manière disproportionnée les personnes sans domicile fixe (Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 2015). Ces pratiques peuvent aggraver l'exclusion sociale en entravant l'accès aux services sociaux, aux documents d'identité et aux ressources de soutien.

De même, ce que l'on appelle l'architecture hostile s'est répandu dans de nombreuses villes européennes avec l'installation de bancs munis de cloisons métalliques, de surfaces inclinées, de pointes ou d'autres éléments conçus pour empêcher les personnes de s'attarder ou de se reposer dans les espaces publics. Ces mesures ne résolvent pas le problème du sans-abrisme, mais ne font que le rendre plus visible et renforcer la stigmatisation des personnes sans domicile fixe (Housing Rights Watch, 2017).

L'existence de ces formes de violence souligne que le fait d'être sans-abri implique non seulement l'absence de logement, mais aussi une situation de vulnérabilité particulière à la discrimination et à la violation des droits fondamentaux.

C'est pourquoi les organisations internationales et les entités spécialisées ont appelé à la mise en place de politiques publiques visant à prévenir les crimes de haine, à protéger efficacement les victimes et à sensibiliser la société afin de lutter contre les préjugés liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Conclusions

Le rapport souligne que le sans-abrisme dans l'Europe est un phénomène complexe qui ne peut s'expliquer uniquement par des circonstances individuelles, mais qui est étroitement lié à des facteurs structurels tels que la crise du logement, la précarité économique, les inégalités sociales et les limites des systèmes de protection publique.

Le retard dans l'émancipation des jeunes, la colocation et la location de chambres, l'utilisation de caves ou d'entrepôts sans certificat d'occupation ou le surpeuplement sous ses multiples formes sont déjà autant de formes d'un sans-abrisme invisible qui, parfois, n'est que le prélude à la vie dans la rue ou dans des centres d'hébergement social.

L'augmentation du nombre de personnes vivant dans des conditions de logement précaires et la hausse du nombre de sans-abri dans de nombreux pays européens sont les deux faces d'une même pièce qui illustrent l'inadéquation des politiques mises en œuvre jusqu'à présent pour prévenir et inverser cette situation. La dégradation et la réduction du parc de logements sociaux constituent l'une des causes principales, tout comme l'utilisation de ces logements par le marché.

Le rapport souligne que certains groupes, comme les migrants et les femmes, sont confrontés à des formes spécifiques de vulnérabilité qui nécessitent des réponses adaptées à leurs besoins. De même, le lien entre le sans-abrisme, la pauvreté et la perte de statut socio-économique démontre que le risque d'exclusion peut toucher des segments de plus en plus importants de la population.

Par ailleurs, l'invisibilité sociale et la criminalisation des personnes sans domicile fixe contribuent à renforcer leur exclusion et entravent la reconnaissance de leurs droits. Il est donc essentiel de promouvoir des politiques publiques globales qui associent l'accès à un logement abordable, la protection sociale, un accompagnement personnalisé et la lutte contre la stigmatisation.

Seule une approche fondée sur les droits de l'homme et l'inclusion sociale permettra de progresser vers une réduction effective du nombre de sans-abri et de garantir des conditions de vie décentes pour tous.

Littérature

Ayuso Leno, M. L. (coord.) (2022). Femmes et sans-abrisme. FACIAM. Disponible sur : https://informecovidpsh.faciam.org/mujeres-y-sinhogarismo/

Behboudi, M. (2025). L'île grecque de Lesbos, symbole de la crise migratoire en Europe. France 24 heures. Disponible sur : https://www.france24.com/es/programas/en-foco/20251228-la-isla-griega-de-lesbos-un-s%C3%ADmbolo-de-la-crisis-migratoria-en-europa

Boone, L., Cournède, B. et Plouin, M. (2021). La stratégie finlandaise « Zéro sans-abri » : enseignements tirés d'une réussite. OECD ECOSCOPE. https://oecdecoscope.blog/2021/12/13/finlands-zero-homeless-strategy-lessons-from-a-success-story/

Busch-Geertsema, V., Edgar, B., O'Sullivan, E., & Pleace, N. (2010). Sans-abrisme et politiques relatives aux sans-abri en Europe : enseignements tirés de la recherche. FEANTSA.

Castellano, Nicolás (2026). La régularisation extraordinaire des migrants atteint environ 1,2 million de demandes, soit le double du nombre enregistré en 2005. Disponible sur : https://cadenaser.com/nacional/2026/06/29/la-regularizacion-extraordinaria-de-migrantes-ronda-12-millones-de-solicitudes-el-doble-que-en-2005-cadena-ser/

C. Rosa, I. (2025). Vers une perspective juste sur la crise mondiale du logement et les migrants. Université de Valladolid. Disponible sur : https://sjc.uva.es/2025/02/27/hacia-una-perspectiva-justa-de-la-crisis-mundial-de-la-vivienda-y-los-migrantes/

Chaparra, G. (2026). Le sans-abrisme invisible des femmes : ce que les statistiques ne révèlent pas. Article 14. Disponible sur : https://www.articulo14.es/016-ni-una-mas/el-sinhogarismo-oculto-de-las-mujeres-lo-que-no-cuentan-las-estadisticas-20260101.html

Chouza P. (2026). Podemos annonce un accord avec le gouvernement pour une régularisation extraordinaire des migrants. El País. Disponible sur : https://elpais.com/espana/2026-01-26/podemos-anuncia-un-acuerdo-con-el-gobierno-para-una-regularizacion-extraordinaria-de-migrantes.html

Comer, J., Kattning, T. (2025), Pour un plan européen de logement abordable : la contribution de la société civile. Disponible en : https://www.eesc.europa.eu/en/our-work/opinions-information-reports/opinions/european-affordable-housing-plan-contribution-civil-society

Commissions des travailleurs - CCOO (2024), Quatre décennies d'échec de la politique du logement. Disponible sur : https://www.ccoo.es/3cdb9560b75a9655d655bcd94ca825c9000001.pdf

Conseil de l'Union européenne. (2025). Migration et asile : les États membres s'accordent sur un fonds de solidarité. Disponible à l'adresse suivante : https://www.consilium.europa.eu/es/press/press-releases/2025/12/08/migration-and-asylum-member-states-agree-on-solidarity-pool/

Deutsche Welle. (s.d.). Combien de personnes sont sans-abri en Allemagne, et à quoi ressemblent-elles ? Disponible sur : https://www.dw.com/es/cu%C3%A1ntas-y-c%C3%B3mo-son-las-personas-sin-vivienda-fija-en-alemania/a-74780010

DevelopmentAid. (s. f.). Statistiques sur le sans-abrisme dans le monde. Disponible sur : https://www.developmentaid.org/news-stream/post/157797/homelessness-statistics-in-the-world

Delegation for Accommodation and Access to Housing - Dihal, (2017). Un chez-soi d'abord. Retour sur 6 années d'expérimentation. Disponible en: https://www.info.gouv.fr/upload/media/content/0001/11/e25df29bcfd575db5afc52c959513f173195070d.pdf

Commission d'action européenne (2026), Le plan de l'Union européenne pour le logement abordable est un outil visant à ouvrir le logement social et le logement abordable aux marchés financiarisés. Disponible sur : https://housingnotprofit.org/second-statement-the-european-unions-affordable-housing-plan/

Commission européenne (2026), Plan européen pour le logement abordable. Disponible en : https://commission.europa.eu/topics/employment-and-social-affairs/affordability/affordable-housing_en

Eurostat (2025) : Les prix des logements et les loyers ont augmenté au quatrième trimestre 2025. Disponible sur : https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/ddn-20260407-1

FEANTSA. Typologie européenne du sans-abrisme et de l'exclusion du logement (ETHOS). Disponible sur : https://www.feantsa.org/ethos

FEANTSA. (2021). Violences contre les personnes sans-abri en Europe. Observatoire européen du sans-abrisme.

Fernández, A. et Del Valle, T. (2018). Atlas des femmes dans le monde. Clé intellectuelle.

Gouvernement finlandais. Ministère de l'Environnement. Disponible en : https://ym.fi/en/homelessness

Fitzpatrick, S., Busch-Geertsema, V., Watts, B., Wood, J., Haj Ahmad, M.-T., et McIntyre, J. (2022). Le sans-abrisme dans les villes d'avant-garde. Institut mondial du sans-abrisme. Disponible sur : https://ighomelessness.org/el-sinhogarismo-en-las-ciudades-vanguardia/

FRA (Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne). (2018). Droits fondamentaux des personnes sans domicile fixe. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.

Gabor D., Kohl S. (2022) La financiarisation du logement en Europe - Mon logement est une classe d'actifs. Disponible sur : https://www.housingcoop.eu/resources/knowledge/the-financialisation-of-housing-in-europe-my-home-is-an-asset-class

Galán Sanantonio, A. (2025). Femmes sans-abri. Une analyse de genre des interventions sociales et des politiques publiques. Consulté à l'adresse : https://hdl.handle.net/10550/117419.

Gatopoulos, R., Pitarakis, L. et Brito, R. (2025). Dix ans après la crise migratoire en Europe, ses conséquences se font sentir en Grèce et au-delà. Associated Press (AP News). Disponible sur : https://apnews.com/article/grecia-lesbos-union-europea-migracion-dc053ffa302a150ad5c63629ba34efb5

Housing Europe. Disponible en: https://www.housingeurope.eu/

Centre européen du logement d'abord. Finlande. Disponible en : https://housingfirsteurope.eu/country/finland/

Centre européen du logement d'abord. France. Disponible en : https://housingfirsteurope.eu/country/france/

Centre européen du logement d'abord. Portugal. Disponible sur : https://housingfirsteurope.eu/country/portugal/

Centre européen Housing First. Espagne. Disponible sur : https://housingfirsteurope.eu/country/spain/

Institut mondial du sans-abrisme. (s.d.). Statistiques mondiales sur le sans-abrisme. Disponible sur : https://ighomelessness.org/estadisticas-globales-del-sinhogarismo/

Institut mondial du sans-abrisme. (2026). Le sans-abrisme dans le monde. Disponible sur : https://ighomelessness.org/category/global-homelessness/

Institut national de la statistique et des études économiques – INSEE (2025). Disponible en: https://www.info.gouv.fr/upload/media/content/0001/11/409aca9e5e36533fd06b63728acc0e536da23d32.pdf

Kohl, S., Steinhardt, M. F., Stella, L. et Voss, S. (2026). Surpopulation en marge de la société : analyse de la répartition inégale du logement en Allemagne. Housing Policy Debate, 1–30. https://doi.org/10.1080/10511482.2026.2670542

Lidón-Moyano, C. (2024). Le sans-abrisme sous l'angle du genre. The Conversation. Disponible sur : https://theconversation.com/sinhogarismo-con-perspectiva-de-genero-242518

Martínez Collado, M. (2026). L'agression sexuelle d'une femme sans-abri illustre la vulnérabilité des femmes en situation de sans-abrisme. Público. Disponible sur : https://www.publico.es/mujer/violencia-machista/agresion-sexual-valencia-victima-vive-calle-retrata-desamparo-mujeres-situacion-sinhogarismo.html

Matulič Domandzič, M. V., Fustier-García, N., Díaz González, J. M. et González Gómez, E. (2024). Défier le silence : les femmes sans abri, la violence de genre et les obstacles institutionnels en débat. Journal social Prisma, non. 44, p. 4-30. Disponible sur : https://solidaridadintergeneracional.es/files/biblioteca/documentos/592836.pdf

McAuliffe, M., Ceriani Cernadas, P. (2025). Rapport de l'OIM : Les migrations stimulent les économies et le développement, mais les progrès sont menacés. Organisation internationale pour les migrations. Disponible sur : https://www.iom.int/es/news/informe-de-la-oim-la-migracion-impulsa-las-economias-y-el-desarrollo-pero-los-avances-estan-en-riesgo

Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2026). Rapport sur les migrations mondiales 2026 : Principales conclusions. Disponible à l'adresse : https://worldmigrationreport.iom.int/en/world-migration-report-2026-key-findings

Ornelas, J., Martins, T., Zilhão, M. et Duarte, T. (2019).

Le programme « Logement d'abord » au Portugal : d'une expérience locale à une stratégie nationale. Dans N. Pleace, I. Baptista, L. Benjaminsen et V. Busch-Geertsema (dir.), L'état du programme « Logement d'abord » en Europe (p. 105-118). FEANTSA et Housing First Europe Hub.

Housing Rights Watch. (2017). Droits au logement et sans-abrisme en Europe. Disponible sur : https://www.housingrightswatch.org/

O'Sullivan E., (2023), Le sans-abrisme dans l'Union européenne. Disponible en : https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/IPOL_STU(2023)755915

O'Sullivan, E., Benjaminsen, L., Busch-Geertsema, V., Filipovič Hrast, M., Pleace, N. et Teller, N. (2023). Le sans-abrisme dans l'Union européenne, Parlement européen. Disponible en : https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2023/755915/IPOL_STU(2023)755915_EN.pdf

Panadero Herrero, S., Martín Fernández, J. et Henar Lomeña, L. (2021). Évaluation de la méthodologie Housing First en Espagne. HOGAR SÍ et Provivienda. Disponible sur : https://solucionesalsinhogarismo.org/wp-content/uploads/2022/12/Housing_first_informeejecutivo_ESP.pdf?utm_source=chatgpt.com

Pérez Ruiz, P., Palomera Zaidel, J. et Ill Raga, M. (2024). De propriétaires à locataires : un rapport sur les inégalités croissantes d'accès à la propriété. IDRA. Disponible à l'adresse : https://idrabcn.com/es/wp-content/uploads/sites/2/2024/10/propietarios-a-inquilinos_IDRA_2024.pdf

Pleace, N. (2016). Guide Logement d'abord Europe. Bruxelles : FEANTSA.

Pleace, N., Baptista, I., Benjaminsen, L. et Busch-Geertsema, V. (2019). État des lieux du programme « Logement d'abord » en Europe. FEANTSA et Housing First Europe Hub

Rankin, J. (2025), « L'UE va réglementer les locations de courte durée dans le cadre d'un plan visant à lutter contre la pénurie de logements abordables », The Guardian. Disponible sur : https://www.theguardian.com/world/2025/dec/16/eu-to-regulate-short-term-rentals-in-plan-to-tackle-affordable-homes-shortage

Ribotta, S. (2024). Étude sur les processus de désinstitutionnalisation et de transition vers des modèles de soutien personnalisés et communautaires. Projet EDI. Disponible à l'adresse : https://estudiodesinstitucionalizacion.gob.es/wp-content/uploads/2024/05/Presentacion-sinhogarismo-Silvina-Ribotta.pdf

Yahoo News. (s.d.). Le nombre de sans-abri augmente : quelle est la situation actuelle ? Disponible sur : https://es-us.noticias.yahoo.com/aumenta-n%C3%BAmero-personas-hogar-cu%C3%A1l-163128261.html

Riesco Pérez, S. (2025) Le nombre de personnes sans domicile fixe bénéficiant d'une aide a augmenté de 55 %, et une sur quatre sont des femmes. RTVE News. Disponible sur : https://www.rtve.es/noticias/20250926/numero-personas-sin-hogar-atendidas-crece-55-cuarta-parte-mujeres/16745517.shtml

Riesco Pérez, S. (2025). Le nombre de personnes sans domicile fixe bénéficiant d'une aide a augmenté de 55 % ; un quart d'entre elles sont des femmes. RTVE News. Disponible sur : https://www.rtve.es/noticias/20250926/numero-personas-sin-hogar-atendidas-crece-55-cuarta-parte-mujeres/16745517.shtml

Salvador, S., Budian R., (2024). La réalité invisible des femmes sans-abri. Esade. https://www.esade.edu/es/articulos/la-realidad-invisible-de-las-mujeres-sin-hogar

Sarrión, S. (2026). Le nombre de femmes sans-abri augmente : invisibles et exposées à la violence. El Salto. https://www.elsaltodiario.com/granada/numero-mujeres-hogar-crece-son-invisibles-expuestas-violencia

Rojas Morales, R. M. (2024). La politique finlandaise « Logement d'abord » lutte efficacement contre le sans-abrisme de longue durée (2008-aujourd'hui). Portail Solutions contre les inégalités. Disponible sur : https://www.sdg16.plus/policies/housing-first-policy-finland/

The Lancet Public Health. (2023). Le sans-abrisme en Europe : il est temps d'agir. The Lancet Public Health, 8(12). Disponible sur : https://www.thelancet.com/journals/lanpub/article/PIIS2468-2667(23)00224-4/fulltext

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. (2015). Rapporteur spécial sur le droit au logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant et sur le droit à la non-discrimination dans ce contexte. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Whittle H. (2024). Allemagne : Jeunes filles et femmes sans-abri. Deutsche Welle. Disponible sur : https://www.dw.com/es/alemania-ni%C3%B1as-y-mujeres-j%C3%B3venes-corren-m%C3%A1s-riesgo-de-quedar-sin-vivienda/a-70214769